

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

**SÉANCE SOLENNELLE DE RENTRÉE**  
DU SEMESTRE D'HIVER 1962-1963

5 NOVEMBRE 1962

---

DISCOURS DE M. LE RECTEUR JEAN GRAVEN

# PENSER, AGIR, VIVRE SELON LE DROIT

SUIVI DU  
MESSAGE DE BIENVENUE  
AUX ÉTUDIANTS



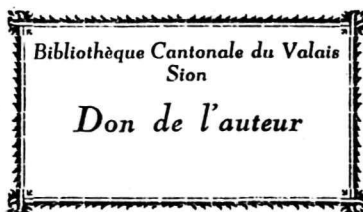
LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

GEORG & Cie S.A.

GENÈVE

1962

**PA**  
**10994**



63/616

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010064384

PA 10994

*Journal de l'aut.*  
*J. Graven*

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

SÉANCE SOLENNELLE DE RENTRÉE

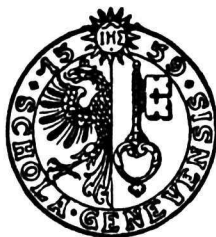
DU SEMESTRE D'HIVER 1962-1963

5 NOVEMBRE 1962

DISCOURS DE M. LE RECTEUR JEAN GRAVEN

# PENSER, AGIR, VIVRE SELON LE DROIT

SUIVI DU  
MESSAGE DE BIENVENUE  
AUX ÉTUDIANTS



LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

GEORG & Cie S.A.

GENÈVE

1962

PA 10.994





**PENSER, AGIR, VIVRE SELON  
LE DROIT**



## I

Il est d'usage qu'en s'adressant aux étudiants de l'Université le nouveau Recteur qui, tout en appartenant à la maison, à la famille universitaire toute entière reste attaché à sa discipline et continue son enseignement, choisisse un thème qui en relève par la pensée fondamentale mais qui, écartant tout caractère technique ou particulier, puisse être utile à tous et nourrir les réflexions de chacun. C'est là comme une sorte d'image, de « condensé » de ce « Studium generale » qui nous tient à cœur, dont on a souvent parlé car depuis longtemps apparaissait le danger de la spécialisation excessive dans un monde qui n'y tend que trop et risque d'oublier l'humain au profit des seules techniques : — de ce « Studium generale » qui, dans cette nouvelle année universitaire précisément, va recevoir une impulsion décisive et des applications dont nous espérons que professeurs et étudiants voudront bénéficier.

Cette pratique suivie par les recteurs est sage, et ce n'est pas un juriste, serviteur d'une science à qui l'on reproche, non toujours sans raison, d'être trop traditionaliste, qui voudrait l'abandonner. Il songe d'autant moins à le faire, qu'il est plus convaincu que ces réflexions sur des sujets de caractère général sont nécessaires et bénéfiques, et que la voix

d'un juriste n'a plus eu l'occasion de se faire entendre, depuis les rectorats de Georges Werner et d'Albert Richard en 1924 et 1934, par suite d'un concours particulier de circonstances tenant aux qualités et à l'activité professionnelles des deux vice-recteurs élus par la suite, et qui furent pris par d'autres obligations. Il renoncera d'autant moins à cette tradition dans laquelle il voit comme une « règle d'or », qu'il a présent à l'esprit le conseil que rappelait récemment un de ses collègues étrangers chargé de l'enseignement du droit, dans une étude sur la mission de l'Université devant les grands problèmes du monde contemporain : « Les professeurs de droit doivent enseigner, au-delà de la légalité, le culte et l'amour de la justice » <sup>1</sup>.

N'est-ce pas là non seulement un noble but, mais un attrayant propos ? Car, si votre Recteur d'aujourd'hui s'inspire de sa discipline, ce sera de la manière qui semble convenir, non seulement à son propre caractère, mais à son auditoire et à cette occasion. Il n'entend pas faire un cours de droit, esquisser des institutions politiques, judiciaires, économiques et sociales, quelque intérêt qu'aient ces institutions puisque partout elles soutiennent la vie même de l'Etat, le maintiennent dans l'ordre et la paix en assurant le respect de l'équilibre des droits de la collectivité et de l'individu, selon la maxime qui était déjà celle de Justinien législateur : *ex disciplina robur*. Elles inspirent aussi la profonde évolution ou la modification des formes de l'Etat, comme nous en sommes témoins en jetant un regard sur les institutions de l'histoire et sur le monde qui nous entoure.

En Suisse, à Genève, vous avez le privilège de vivre dans ce que les juristes appellent précisément un *Rechtsstaat*, un « Etat fondé sur le droit » : c'est celui qui régit notre pays

dans ses grands traits modernes depuis la constitution fédérale de 1848, dont les juristes suisses exposaient les bases dans le Recueil de travaux que les Facultés de droit suisses ont publié pour le centenaire de notre constitution en 1948 <sup>2</sup>. C'est celui qui régit aussi Genève depuis la constitution acceptée par les citoyens le 24 mai 1847 et depuis la loi constitutionnelle de 1849 sur l'inviolabilité des droits individuels et du domicile, dont M. Albert Picot a pu comparer le caractère en quelque sorte sacré à celui de l'*Habeas corpus* britannique, et dire justement qu'aucune loi suisse n'a proclamé d'une façon aussi complète les garanties des droits fondamentaux des citoyens <sup>3</sup>. C'est cet « Etat de droit » qui vous donne la sécurité ainsi que toutes les libertés précieuses — celle de penser et de vous exprimer, d'apprendre comme d'enseigner, de disposer de votre voix de citoyen et de vos mouvements — pour lesquelles tant d'étudiants, à travers les temps et les lieux, ont non seulement manifesté mais lutté, et souvent souffert, jusqu'à l'emprisonnement et même jusqu'au sacrifice de leur vie, pour assurer généreusement les promesses exigées pour celle de tous.

C'est cet « Etat de droit » que nous nous efforçons de faire régner et de vous faire connaître, pour que vous en estimiez l'esprit et en appliquiez les principes. Nous voulons des étudiants libres dans un Etat et une *Alma Mater* libres et soucieux de justice, où tout citoyen tire sa prérogative et sa dignité de la loi même qui les lui reconnaît, et des institutions publiques qui veillent à les lui garantir.

Vous saurez donc vous dégager des faciles et trop fréquentes caricatures du droit et de la justice qui, de siècle en siècle, ont été recommencées et amplifiées, comme aussi les distinguer des tristes abus ou du masque tragique qu'ils ont présentés et présentent encore trop souvent. Car la justice est certes imparfaite, et le droit non toujours respecté. Ils risquent de le demeurer tant qu'il existera des hommes et des institutions humaines, dont le propre est l'imperfection. Mais heureux ceux qui, malgré tout, ont faim et soif de justice, et s'efforcent d'assurer de plus en plus son règne.

On ne peut nier que les « hommes de loi », les « chats-fourrés » et les « chicanoux », les Grippeminaud, Ramina-grobis, Bridoise et Brid'oison ont très mauvaise presse. Depuis Aristophane et ses *Guêpes* — pour ce qui est parvenu jusqu'à nous — tous les auteurs classiques, Rabelais, Racine et La Fontaine, Voltaire et Beaumarchais, sans oublier les traits féroces d'un Daumier ou d'un Forain, ont eu beau jeu à dauber sur le monde de la justice. Juges et avocats non moins que plaideurs, Dandin, Patelin ou Chicaneau ont été ridiculisés, montrés qui se battent à coups de paragraphes et d'arguties, quand ce n'est pas de concussion et de forfaiture, dans un jargon inintelligible au profane pour le mieux tromper, s'entredévorant dans ce qu'on continue d'appeler le « maquis de la procédure » pour marquer à la fois ses fourrés et broussailles, et le « coup tordu » qui vous guette du fond de leur couvert menaçant.

Si bien que pour une grande partie du public, le type immortel du juge est celui de Rabelais qui, devant les « sacs à procès » des parties, les monceaux de papier noirci par la chicane, joue les causes aux dés mais n'en vante pas moins les « sages lenteurs » de la justice, si précieuse pour la

« forme » sacro-sainte, afin que le procès « bien ventilé, grabaté et débattu, vienne à sa maturité, et que le sort par après advenant soit plus doucement porté des parties condamnées ». Qui ne répète sans cesse les ironiques et cinglantes maximes du Fabuliste pourtant réputé « Bonhomme » : « La raison du plus fort est toujours la meilleure. — Selon que vous serez puissant ou misérable — les jugements de cour vous rendront blanc ou noir. — On fait tant, à la fin, que l'huître est pour le juge — les écailles pour les plaideurs » ? <sup>4</sup>

Au très austère dialogue du Pascal des *Pensées*, dont nous célébrons le 300<sup>e</sup> anniversaire : « Pourquoi me tuez-vous ? — Et quoi, ne demeurez-vous pas de l'autre côté de l'eau ?... Plaisante justice, qu'une rivière borne ! Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà », fait écho le sarcastique Voltaire du *Dictionnaire philosophique*. Les « petites aventures » qu'il glane avec verve à travers le temps, les lieux et les jugements, « me firent faire — écrit-il — de belles et profondes réflexions sur les lois, et je vois qu'il en est d'elles comme de nos vêtements : il m'a fallu porter un doliman à Constantinople, et un justaucorps à Paris. »

Pourtant, malgré la tradition et les épigrammes, souvent d'ailleurs amusantes et vengeresses, qui s'expliquent par le malin plaisir de voir « Guignol rosser le commissaire » et par l'usage de reconnaître aux parties qui succombent le droit de maudire leurs juges, il est évident que cette caricature du droit et cette satire de la justice ne sont ni le droit, ni la justice. Ceux-ci sont bien davantage que ce qu'en font les hommes, toujours faillibles et souvent misérables. A travers l'histoire du droit et des mœurs, ces grandes notions, cette sorte d'idéal ne cessent au contraire d'apparaître et de briller.

Il m'est agréable de rappeler que dans le cycle des conférences organisées en 1948, en cette aula de notre Université, sous le titre général de « Grandes figures et grandes œuvres juridiques », qui constituaient une application de l'idée du « Studium generale » à l'époque, M. Victor Martin, professeur à la Faculté des Lettres, nous engageait à remonter aux premières apparitions d'une justice vraiment digne des sociétés humaines. Etudiant *Solon et l'esprit de sa législation*, il montrait comment Solon, un des premiers législateurs du monde de culture helléno-latine et chrétienne auquel nous appartenons, a porté ses méditations « vers des principes universels et éternels auxquels toute communauté humaine devra se soumettre sous peine de périr. Ces principes, il les personnifie dans *Dikè*, la justice, qui trône, immuable, intangible, infaillible et toute-puissante au-dessus des sociétés humaines ». L'homme en reçoit son inspiration et doit en observer les commandements sous peine de sanction et de rétribution, si ce n'est toujours à l'échelle de la vie humaine si fugitive, du moins à celle du corps social, infiniment plus prolongé. « L'homme ordinaire, enfermé dans sa courte durée, s'indigne de ce que Plutarque appelait les délais de la justice divine. Solon, qui contemple de plus haut les vicissitudes humaines, ne partage pas les mêmes sentiments. » Pour lui, les choses changent d'aspect si l'on envisage l'être collectif qu'est une cité ou une nation — ou dans la perspective actuelle, une société tout entière. Car la société humaine dans son évolution est soumise elle aussi aux lois de la justice : sa solidarité s'exprime non seulement « horizontalement, au niveau des citoyens existants », mais « verticalement », c'est-à-dire à travers « l'interdépendance des générations successives » dans l'histoire humaine <sup>5</sup>.



Sophocle nous a rappelé à jamais, par la bouche d'Antigone répondant au tyran Créon qui la menaçait de mort pour avoir violé ses lois inhumaines : « C'est que Zeus ne les a point faites... Et je ne pensais pas que ton décret pût mettre la volonté d'un homme au-dessus de l'ordre des dieux, au-dessus de ces lois qui ne sont pas écrites et que rien ne peut ébranler. Car elles ne sont ni d'aujourd'hui ni d'hier. Nul ne sait leur commencement. Elles régissent l'éternité... »

Dans l'étude qu'il consacrait de son côté à *Justinien législateur*, M. le professeur Kaden nous montrait aussi que l'empereur auquel nous devons le *Code* ou plutôt la Compilation célèbre qui a influencé des siècles de droit et de législation, « appuie volontiers ses lois sur le droit naturel qui, à ses yeux, est d'origine divine, et il les édicte dans l'intérêt de la communauté tout entière, parce que Dieu, dit-il, lui a confié l'Etat. Il conçoit ses lois comme un *magisterium vitae*, comme une règle totale de vie. Il les écrit *ad salutem hominum*, pour que les hommes puissent vivre une vie meilleure dans la grâce de Dieu et pour les protéger contre toute injustice ». Son « souci permanent » est de « supprimer les sources du mal, réaliser la justice, une justice sociale dans l'esprit de l'*humanitas*, de la *pietas* et de l'*equitas* entendues non plus dans leur sens romain, mais dans le sens chrétien ». L'église romaine et l'église réformée « ont toujours considéré le *Corpus Juris* comme un des principaux éléments de notre civilisation chrétienne » ; c'est le cas de Thomas d'Aquin aussi bien que de Jean Calvin. Pour eux comme pour Justinien, « la science du droit suppose la connaissance des choses divines et des choses humaines » : *Juris prudentia est divinarum atque humanarum rerum notitia* <sup>6</sup>.

En un mot, comme l'écrivait, en étudiant la mission du juriste, le maître contemporain des juristes italiens, Francesco Carnelutti, à qui notre Université décerna le doctorat *honoris causa* à l'occasion de son IV<sup>e</sup> Centenaire, « les jurisconsultes romains étaient des gens qui avaient les pieds sur la terre mais regardaient le ciel ; ils savaient que le droit ne suffit pas sans la justice, mais non moins pourtant, dans notre pauvre monde, la justice sans le droit. Il est difficile de trouver, sur les rapports entre la justice et le droit, une conception plus équilibrée. Pour eux la mission du juriste était proprement celle de découvrir la vérité du droit » <sup>7</sup>.

N'oubliez pas, étudiants de Genève, que vous pouvez tirer quelque fierté de cet héritage. Car ce fut le grand Denis Godefroy, « Godefroy l'Ancien », professeur à l'Académie de Genève, qui publia avec l'éditeur Jacob Stoer, à Genève, en 1583, le fameux *Cours de droit civil* « qui fut, au sens désormais consacré de ce terme, le premier *Corpus Juris* », a rappelé Charles Borgeaud dans son Histoire de l'Académie de Calvin et de l'Université de Genève. « Le *Corpus* de Godefroy a été, par excellence, l'instrument de travail et de triomphe de l'école française. Il doit être rapproché de cet autre livre qui allait sortir des presses genevoises, à quelques années seulement de distance, la *Bible française* des Pasteurs et Professeurs de Genève. » <sup>8</sup> Ce sont là deux œuvres majeures consacrées à cette « connaissance des choses divines et humaines », que la science des maîtres de Genève a données au monde chrétien, et qui l'ont influencé jusqu'au fond de l'âme et de l'esprit, pourrait-on dire — en attendant cette autre œuvre d'un rayonnement universel que furent, en 1747, les *Principes du droit naturel* de notre Jean-Jacques Burlamaqui, œuvre qui associe dans la formation

du droit des gens et la naissance des constitutions modernes, son nom et son rôle à ceux de Locke et de Montesquieu, de Grotius, de Puffendorf, de Vattel et de Blackstone, comme l'a montré M. le professeur Gagnebin dans sa thèse aux larges horizons <sup>9</sup>.

Or, c'est de cette origine suprême et même suprahumaine que s'est inspirée dans ses développements et son adaptation aux formes nouvelles des mœurs et des Etats, notre notion du droit, et c'est d'elle qu'il tire son éminente noblesse et son autorité. Dans une de ses belles *mercuriales* prononcées aux séances solennelles de rentrée de la Magistrature, où il parle tour à tour de l'amour de son état, de la grandeur d'âme, de la dignité et des mœurs du magistrat, de l'autorité du magistrat et de sa soumission à la loi, de la justice du magistrat dans sa vie privée, du respect que le magistrat doit avoir pour lui-même, de la vraie et fausse justice <sup>10</sup>, et aussi de l'esprit et de la science <sup>11</sup>, le Chancelier de France d'Aguesseau, qui reste aujourd'hui encore un modèle, a établi un certain nombre de maximes qu'on peut bien dire immortelles, et qui sont encore celles qu'on pourrait prendre pour bases de toutes les considérations sur le droit, sur la justice et sur leur exercice. Même vous qui n'appartenez pas à la Faculté de Droit, mais qui tous êtes appelés à penser, à agir, à commander, à porter tous vos jugements personnels de manière droite et juste, vous aurez avantage à entendre rappeler et à vous souvenir dans toutes les circonstances où vous placera votre vie, que « vouloir paraître juste sans l'être en effet, c'est le comble de l'injustice, et c'est en même temps le dernier degré de l'illusion. Il est des impostures qui éblouissent d'abord, mais il n'en est point qui réussissent longtemps ; et l'expérience de tous les siècles

nous apprend que, pour paraître homme de bien, il faut l'être véritablement ».

\*

Qu'il s'agisse là des *constantes* de ce que l'on peut appeler la « philosophie » de la justice et du droit, qui en douterait en entendant des maîtres contemporains venus de directions différentes, rappeler que « le besoin de justice, c'est-à-dire de ce qui est conforme au droit de chacun, touche au fond de la conscience humaine », dépasse l'homme, est antérieur et supérieur à l'Etat. Pour Gabriel Marcel, « son appel est vénérable et sacré » ; pour Alain, « l'homme juste produit la justice hors de lui parce qu'il porte la justice en lui ».

Dans une récente étude sur *La Justice*, l'ancien bâtonnier de Bruxelles, M<sup>e</sup> Van Reepingen, l'un de ces grands juristes conscients des devoirs et de la dignité qu'impose ce titre, actuel Commissaire royal à la réforme judiciaire, résumait bien cette position de départ <sup>12</sup>. « Des principes sont gravés dans les mœurs, dans les esprits des citoyens, et Plutarque assurait qu'ils rendent les hommes heureux et sages. Thémis est, dans la mythologie grecque, l'épouse de Zeus lui-même. La justice hante aussi la vie et les œuvres des chrétiens (au moins pouvons-nous souhaiter qu'il en soit ainsi)... La justice vient de Dieu. On obtient justice. On fait justice. Ces mots sont prononcés par la langue des profanes depuis les anciens âges, depuis qu'existent la cruauté, les cupidités, les exactions et les vengeances. Le *Dernier des Justes* continue de croire en la justice. Quand il n'y a plus de justice, il ne subsiste que le ricanement, le désespoir et les haines »...

Aussi, « quand son protectorat s'affirme et se précise, quand l'Etat l'organise en quasi monopole, il ne peut oublier

la justice et le devoir naturel qu'elle lui trace. Il va répondre aux besoins de l'homme. Pour le protéger, il lui délivrera des formes, des règles de garantie et en quelque sorte une contrainte ». Ces formes, *la forme*, ne sont pas l'essentiel, contrairement à une opinion, à une déviation courantes. Mais elles sont nécessaires dans la mesure où elles sont utiles et raisonnables. Elles veulent seulement soutenir et guider le droit, être son armature, assurer son exercice, aider, dirons-nous avec De Page, à « couler la solution dans le moule du droit ». Pourtant, un peu partout aujourd'hui, vous ne l'ignorez pas, on parle d'« arbitraire » et de « déclin du droit », exposé à la fois aux empiétements de la politique sur la justice, aux violations par l'Etat lui-même de l'ordre dans l'Etat, ainsi qu'à la routine, à l'indifférence des juristes qui en sont pourtant les gardiens et les répondants.

Ces violations et cette indifférence sont, disait déjà le Doyen Ripert, ou ne deviennent surtout redoutables « que dans la mesure où elles habituent les esprits à l'irrespect du droit. Le véritable déclin du droit est celui qui résulte des lois, lorsqu'elles ne sont plus dictées par la justice et sont impuissantes à maintenir l'ordre. Malgré le mot célèbre du philosophe (Goethe), on ne saurait préférer une injustice à un désordre, désordre intellectuel et moral, souvent pire que l'autre. Quand le pouvoir politique se manifeste par des lois qui ne sont plus l'expression du droit, la société est en péril <sup>13</sup> ». Car l'Etat ne fait pas, ne promulgue pas seulement le droit ; il en est lui-même le sujet ; il est — il devrait être le premier — soumis à son empire.

Pour ce qui est du second risque, auquel la justice fut exposée de tout temps par la faiblesse ou l'insuffisance de ceux qui sont appelés à exercer ce qu'on devrait pouvoir

appeler, au sens le plus heureux du terme, « le gouvernement des juges », la récente question d'un haut magistrat l'a exprimé en ces termes : « Sommes-nous condamnés à ne plus apparaître que comme une figuration intelligente dont le rôle se limitera de plus en plus au prononcé de quelques phrases rituelles, à des attitudes conventionnelles et qui finiront par lasser ? » <sup>14</sup> Eh bien ! voilà ce qui ne doit, ne peut pas être ! Le juge qui sert et qui « dit le droit », ne peut, même dans un monde moderne toujours plus « rationalisé » et mécanisé, se transformer en une sorte de « distributeur automatique » de sentences. On doit l'affirmer, fût-on même le partisan le plus convaincu des machines qui modifient le caractère et allègent très heureusement le fardeau du travail. Un cerveau électronique, aussi perfectionné qu'il soit, ne sera jamais un juge, parce qu'il lui manque les premières qualités du juge : celles de la sensibilité, de la compréhension, du raisonnement *humains*. Le cri d'alarme que nous avons rappelé « fit quelque sensation », a-t-on rapporté — et ce d'autant plus et plus justement qu'il était prononcé « dans l'apparat solennel d'une audience où, il y a deux cent soixante ans, d'Aguesseau saluait ses pairs de ces nobles paroles empruntées à l'Écriture : *Juges de la terre, vous êtes des dieux, et les enfants du Très-Haut !* » <sup>15</sup>

\*

Aristote enseignait qu'une justice conforme à la nature vaut mieux qu'une justice conforme à la seule loi. Que l'on admette aujourd'hui, avec les théoriciens du *droit naturel*, « qu'il y a un ordre juridique préétabli, immuable, destiné à régler les relations humaines et que, portion de cette *lex*

*aeterna* qui régit l'univers, le droit naturel contient l'ordonnement voulu par Dieu des relations des hommes dans le cadre de l'Etat » ; — ou que l'on soutienne au contraire, avec les théoriciens de la *science juridique pure*, que cette science et ses applications doivent partir d'une conception non pas métaphysique mais purement positive ; que l'on approuve ou non Renan qui, dans son *Avenir de la science*, ne concevait « la haute science, la science comprenant son but et sa fin, qu'en dehors de toute croyance spirituelle », — il n'en reste pas moins que dans notre réalité sociale, le droit « en tant que sanction des relations sociales, repose sur un appel à une *conscience* humaine ». Le précepte et l'interdiction, la sanction et la réparation en cas de violation, se fondent sur cet appel, et la notion de la *faute* est essentielle, elle entraîne toutes les conséquences du droit civil et, plus profondément encore, du droit pénal.

Le professeur Guisan observait, il y a quelques années <sup>16</sup>, qu'il est « difficile de nier que l'instinct du juge ne fasse constitutionnellement partie de l'âme humaine, et que cet instinct ne comporte la conviction de la réalité de son objet »... La définition de Cicéron dans son *De re publica* <sup>17</sup> reste toujours comme une vérité au fond de la plupart de nos contemporains formés à la lumière classique. « Notre *droite raison* se sent correspondre à une *nature des choses* d'ordre moral, extérieure à elle-même », et empiriquement, il n'est pas interdit « de constater en fait la présence de l'éternel, de l'immuable dans le droit », malgré les infinies et d'ailleurs inévitables variations ou même contradictions de la législation positive. Souvent en réalité, « sous des rédactions et des formes très différentes, les lois arrivent dans l'application à des résultats semblables. Et quand le législateur ou

le juge humain, parce qu'il a une volonté libre ou que parfois il s'aveugle, s'est écarté de la vérité juridique, il y est ramené peu à peu, à mesure que ses passions se relâchent et que diminuent ou cessent les causes de son aberration ». L'histoire du droit comparé en fournirait d'innombrables et décisifs exemples, encore de nos jours, lorsque nous étudions les grands systèmes politiques, juridiques et économiques opposés. Il n'est donc plus exact de prétendre, dans la perspective d'ensemble où nous nous plaçons, que « trois degrés d'élévation du pôle renversent toute la jurisprudence », comme le notait Pascal.

Quoi qu'il en soit et quant à l'inspiration du droit *suisse* actuel, M. le professeur Yung nous rappelait, dans la série des conférences de 1948 auxquelles je me suis reporté <sup>18</sup>, que pour Eugène Huber, l'auteur de notre Code civil, « le législateur n'est pas un tabellion qui met au point des textes et numérote des articles. C'est un penseur et un guide ». Nos lois sont inspirées d'un idéal d'honnêteté, de civisme, de bonne foi, d'observation de ses engagements, de limitation des pouvoirs étatiques, de respect de soi-même et d'autrui. « Il faut que le législateur ait foi dans la puissance de l'esprit humain et dans sa capacité de discerner le juste d'avec l'injuste. Eugène Huber avait cette foi. Il avait confiance dans la raison humaine. Le droit tout entier repose en dernière analyse sur la raison et la conscience du droit... facultés dont tout individu est doué, quoique à des degrés divers... Cette foi dans les facultés organisatrices de l'homme doué de raison et constructeur du droit positif, c'est l'héritage que Huber a reçu, à travers Kant, de l'école du droit naturel. » Elle rejoint la définition de Jellinek, pour qui « le droit n'est autre que le minimum éthique ».



Mais quittant ces hauteurs de la philosophie du droit qu'il était nécessaire d'éclairer, je voudrais avec vous, étudiants et étudiantes, « rompre l'os » et, restant sur un plan simple et habituel, remonter maintenant à l'idée même du droit, à son caractère en quelque sorte inné, à sa permanence, pour que nous voyons en quoi il n'est pas caricature ou simples abstractions, paragraphes ou articles de lois fastidieux, mais source toujours actuelle de nos inspirations, et règle de notre conduite dans la vie privée et dans la vie publique.

Le droit, au sens positif et technique, c'est « l'ensemble des règles imposées par une contrainte extérieure, qui régissent les hommes entre eux ». On l'a défini aussi comme « l'activité humaine conforme à la règle ou loi en tant qu'elle vise à établir l'égalité dans les rapports sociaux, en vue de réaliser le bonheur commun ». La loi n'est pas en soi le droit, mais le modèle du droit : celui-ci est son objet, comme il est aussi l'objet de la justice ; mais c'est dans l'exécution que la justice l'atteint et le réalise. Cela revient à dire que « la loi fait l'ordre à établir, la justice l'exécute et, ce faisant, elle réalise le droit concret, le droit vécu »<sup>19</sup>. Mais si l'on sort des définitions et des délimitations pour toucher à la substance, comme je me hâte de le faire, il faut se demander quelle est donc cette « droite raison » qu'invoquait Cicéron, ou cette « sagesse de la loi » dont parle d'Aguesseau, ou encore cette justice qu'on a souvent appelée « sainte » et dont Vauvenargues affirmait non sans raison qu'« on ne peut être juste si on n'est pas humain ».

\*

La leçon la plus simple, la leçon millénaire et toujours actuelle est, je crois, celle que nous ont apportée ces réa-

listes, ces organisateurs et ces maîtres de notre pensée juridique, qu'ont été les grands jurisconsultes romains. Si la « jurisprudence » est définie par Celse comme « la science de ce qui est juste et injuste », le droit lui-même est selon lui, *l'ars aequi et boni*, l'art de savoir reconnaître et appliquer ce qui est équitable et bon, c'est-à-dire conforme au bien général. Et plus précisément, agir selon le droit, pratiquer le droit c'est, d'après Ulpien, « vivre honnêtement » ou selon l'honneur, « ne pas léser autrui », et « rendre à chacun ce qui lui revient » ou ce qui lui est dû : *honneste vivere, alterum non laedere, suum cuique tribuere* <sup>20</sup>. Est-il maxime plus noble, plus claire et plus chargée de sens, plus raisonnable et plus humaine en même temps, dans sa concision toute romaine ? Observez que le sentiment populaire le plus profond, le plus général, correspond à ces notions juridiques. Partout et pour tous, un homme « droit » est un honnête homme, un homme intègre, qui ne fait pas tort à autrui. Et la brève et si courante formule : « c'est juste », signifie aussi bien c'est exact, conforme à la réalité ou à la vérité, que conforme à la justice. C'est aussi le droit romain, c'est Cicéron qui nous a rappelé lapidairement que la loi la plus sévère, le droit formel le plus strict, inhumainement appliqué, peut être la plus grande injustice : *Summum jus summa injuria*.

Voilà donc la conception dont on peut souhaiter, dont on doit s'efforcer de faire que non seulement tout étudiant en droit ou tout praticien du droit, mais tout enfant déjà, tout homme, toute société se pénètrent pour toujours et dans toute occasion. A vrai dire, elle contient aussi sa morale, toute la morale humaine ou sociale, même si l'on admet aujourd'hui que la morale et le droit ne se confondent pas,

que les lois divines et les lois humaines ne relèvent pas du même tribunal ou, comme disent les juristes, du même *for*. Sa stricte application, son respect dans les rapports de droit privé et de droit public, de droit interne et de droit international — c'est-à-dire dans les rapports entre les individus, comme dans les rapports entre les individus et l'Etat, et dans les rapports entre les Etats eux-mêmes — ramènerait à cet inextinguible rêve d'une sorte d'âge ou de siècle d'or, ou plutôt y *conduirait* car, selon la formule magnifique et chargée d'espoir, l'âge d'or n'est pas derrière nous, mais devant nous. C'est à l'homme devenu non seulement admirablement inventif et audacieux, qui lance ses vaisseaux à travers le cosmos, en direction de Vénus et de Mars, mais enfin pacifique et véritablement « sage », capable d'être « maître de lui comme de l'univers », qu'il devrait être donné d'y parvenir.

Le sociologue Gabriel Tarde l'observait déjà vers la fin du siècle dernier dans une étude sur *Les transformations du droit*, en examinant cette notion de la « raison écrite » et comparant les systèmes du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, et de l'*Arithmétique morale* de Bentham (traduit par notre concitoyen Etienne Dumont). « Evidemment, observait-il, le droit naturel tel que le concevait le grand genevois, comme le retour à un *état de nature* imaginaire, à un chimérique âge d'or, est une erreur pure et simple. Mais il faut y voir aussi la visée inconsciente d'un idéal de législation future fondée sur la préoccupation exclusive du bien public, sur une sorte de benthamisme anticipé (comme disait Sumner-Maine). Or, à ce point de vue, on peut dire que l'utilitarisme collectif... est destiné à servir de fondement commun aux législations futures puisque, inévitable-

ment, le progrès des relations sociales doit finir par donner le sentiment et stimuler le besoin du bien public. En ce sens, le songe du droit naturel pourrait bien être prophétique ». Les besoins n'étant « que la matière élaborée et transfigurée par les formes idéales de l'esprit », il est malaisé de prévoir l'avenir : mais « l'avenir juridique sera ce que seront les inventions à naître, que nul ne saurait prévoir » <sup>21</sup>. Nous voici aujourd'hui en leur présence, aux prises avec les difficultés et l'immense renouvellement qu'elles imposent, et c'est à votre génération à forger ce qui devrait être non seulement « l'avenir juridique » mais, par lui, l'avenir et la survivance mêmes de notre monde habité.

## II

Cependant, penser, agir, vivre selon droit, justice et humanité, vivre selon l'honneur, ne faire tort à personne, accorder à chacun ce qui lui est dû, que peuvent signifier ces formules pour des étudiants et des étudiantes, et plus généralement — ce qui sera mieux encore — pour la jeunesse d'aujourd'hui ?

1° D'abord, comme le rappelait dans ses *Métamorphoses du droit privé* un éminent juriste français, le Doyen Savatier que les étudiants de notre Faculté ont eu l'occasion d'entendre, c'est que « le droit est une éthique avant d'être une technique ». C'est-à-dire que son importance éthique domine son importance formelle, encore que celle-ci soit naturellement loin d'être négligeable et qu'il soit nécessaire de tendre à des lois simples et claires, telles qu'en particulier les rédacteurs des Codes suisses, Eugen Huber et Carl Stooss ont réussi à le faire, tant pour le droit civil que pour le droit pénal. « Un code judiciaire, de nos jours, ne peut demeurer un bréviaire de préceptes sybillins qui réjouissent les initiés et éloignent le vulgaire, des mystères. Que chacun sache ce dont on lui parle », pour pouvoir mieux s'y soumettre, selon le conseil du bâtonnier Van Reepinghen<sup>22</sup>. Une bonne loi, une loi juste, élevée, conforme à l'idéal du droit, respectueuse de l'intégrité de la personne, des droits de l'homme en tant qu'être humain désireux de s'épanouir et légitimé à le faire, passe avant une loi simplement bien rédigée, avant un code qui ne pêche point par la forme.

S'il est vrai que « la justice ne dispose d'aucun talisman », s'il est faux en soi et devrait être aussi pratiquement faux partout que « la force prime le droit » ou que « le droit c'est la force » mise seule en œuvre <sup>23</sup>, il est exact que le droit a besoin des contraintes sociales, et certain qu'il est une des forces qui mènent le monde, et qui devraient le sauver. Il est donc nécessaire que le pouvoir d'abord, mais chaque citoyen ensuite et à chaque échelon, respectent la loi juste, la loi conforme à son éthique, aux principes qui doivent l'inspirer. « Tourner la loi », en termes plus familiers et plus jeunes, « resquiller », n'est donc nullement une action d'éclat. Car celui qui s'y livre, sans même vouloir la violer délibérément, témoigne de plus d'ingéniosité que de scrupule et d'esprit de justice, voire d'esprit civique et d'esprit social. Il est vrai encore qu'il est difficile d'accorder droit, force et justice, aussi bien pour qui fait la loi que pour qui l'applique à ceux qui en relèvent. C'est l'occasion de répéter, en cette « année Pascal », la célèbre *Pensée* (V. 298) toujours citée et si loin d'être encore généralement appliquée : « Il est juste que ce qui est juste soit suivi, il est nécessaire que ce qui est le plus fort soit suivi. La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite, parce qu'il y a toujours des méchants ; la force sans la justice est accusée. Il faut donc mettre ensemble la justice et la force, et pour cela faire que ce qui est juste soit fort, ou que ce qui est fort soit juste ».

2° Une deuxième conséquence, le droit et la justice étant à la fois controversés et supérieurs aux controverses, et la justice étant indépendante par nature même lorsqu'on voudrait l'enchaîner ou la domestiquer (que ce soit par intérêt

politique ou personnel, ou par toute autre considération), c'est que vous devez apprendre à voir et juger les choses en elles-mêmes, telles qu'elles sont, sans parti pris ni par rapport à une étiquette déterminée. Méfiez-vous des « slogans », des accusations ou des condamnations toutes faites, systématiques ou prononcées d'avance. Celles qui sont sans appel sont précisément, souvent, les plus suspectes. Vous serez ainsi justes non seulement envers vous-mêmes, mais envers les autres, fussent-ils vos adversaires ou fixés de l'autre côté de la rivière, ou des Pyrénées, ou de l'Oural, et porteurs d'un doliman, d'un justaucorps ou d'un caftan, et même d'un pagne, pour mettre au goût et aux nécessités du jour les formules anciennes de nos moralistes. Et vous aurez chance, approchant de la justice, d'approcher de la vérité.

Il est beau vraiment d'avoir la force d'être un esprit libre, juste et sans préjugés, et nous aimerions que vous l'appreniez tous dans cette maison. Sans doute l'expérience doit ouvrir les yeux : « Dès l'aurore, dis-toi d'avance : je rencontrerai un indiscret, un ingrat, un insolent, un fourbe, un envieux, un égoïste ». Mais qu'à cela ne tienne : « Accoutume-toi à être intérieurement attentif aux paroles des autres, et entre le plus possible dans l'âme de celui qui te parle ». Regarde loyalement en toi et dans autrui : « Fouille en dedans. C'est en dedans qu'est la source du bien et elle peut jaillir sans cesse si tu fouilles toujours ». Voilà ce que Marc-Aurèle, l'empereur philosophe, vous conseille. C'est cela « être honnête » et « rendre à chacun ce qui lui est dû ». C'est l'essence même du serment du juge genevois qui promet « de rendre la justice à tous également, au pauvre comme au riche, au faible comme au puissant, à l'étranger comme à l'habitant du pays », et de ne jamais fléchir en

appliquant le droit, « ni par intérêt, ni par faiblesse, ni par espérance, ni par crainte, ni par faveur, ni par haine... »

3° Une autre condition pour agir et juger ainsi « droite-ment », c'est de toujours peser (comme le juge le fait ou est censé le faire dans les « balances de la justice »), le « pour » et le « contre », de ne pas trancher à la légère, de réfléchir, de prendre en considération les éléments positifs et négatifs que comporte toute situation. Car il est illusoire de penser que quelqu'un est toujours « blanc » ou toujours « noir » (ou de quelque autre couleur que se plaisent à l'habiller nos préjugés), que la vérité est toujours « simple » ou « évidente », et l'équité « commune » comme le bon sens, et facile à déterminer : la justice ne serait pas une « vertu » si elle ne comportait pas quelque peine et quelque difficulté. N'est-il pas instructif que les jugements du droit soient fondés sur ce qu'on appelle, dans notre langage juridique, des « considérants », et que tout juge doive donner ses « motifs » et ne puisse « disposer » qu'après avoir tout bien « considéré » ?

Ce n'est point « couper les cheveux en quatre », ni être prêt à « plaider tantôt le faux, tantôt le vrai », comme on le reproche très superficiellement aux gens de loi, que d'examiner les différents aspects d'une question, les nuances que peuvent présenter les faits, les conséquences qui en découlent pour la justice. « Ne léser personne », ne pas faire tort à son prochain, exige au contraire un examen scrupuleux, et vaut bien parfois quelques hésitations. Conclure trop vite et de manière trop assurée, ce n'est pas nécessairement « avoir raison », ce peut être agir déraisonnablement, avec précipitation ou présomption. La justice, pourrait-on dire, c'est le respect des avis d'autrui. « Juger c'est trancher sans



doute, mais c'est d'abord écouter, méditer et comprendre, ce qui ne va point sans patience. Les causes ne sont pas instruites aux projecteurs. »

Décidez donc toujours en raison et non en impulsion ; « jugez » vraiment, n'ayez aucun « préjugé ». Appliquez votre esprit aux choses et aux gens avant de les juger, c'est-à-dire le plus souvent, en pratique, de les condamner. Je ne vous dirai pas : « Ne jugez pas si vous ne voulez pas être jugés », mais plutôt : « Jugez justement si vous voulez mériter de l'être justement à votre tour ». Je voudrais que chacun, et l'étudiant, l'universitaire — et non seulement le stagiaire — tout le premier, apprenne et s'oblige à motiver tous ses jugements, même les plus personnels, et pour ce faire à voir et soutenir les choses avec logique et précision. Ce sont là, vous le savez, les qualités qu'exige le droit et que la voix commune reconnaît au juriste, si naturellement il est un « bon » juriste. Or ces mêmes qualités, ce même jugement pesé et pondéré, qu'on peut justifier par des arguments, est un avantage dans toutes les situations de la vie, et profite à soi-même et aux autres en même temps <sup>24</sup>.

Sachez donc *trouver* la vérité, mais aussi, ce qui veut du courage et confère à l'homme juste sa vraie noblesse, reconnaître au besoin votre erreur. Qui n'en commet point ? Si « péché avoué est à moitié pardonné », d'après la sagesse des peuples, souvent aussi, reconnu, il est à moitié corrigé déjà. Car si se tromper est humain, c'est persévérer dans l'erreur qui est, sinon diabolique, du moins peu digne d'un homme. « Commettre une faute et ne pas se corriger, c'est cela seulement qui s'appelle commettre une faute », dit bien la vieille sagesse chinoise. Et souvenez-vous que l'erreur est si commune que par exemple Duhamel a pu affirmer qu'elle

est la règle, et définir la vérité comme « un accident de l'erreur ».

4° Puis encore, agir, penser et vivre selon le droit, c'est accepter les limites et les nécessaires contraintes de la loi et des règlements, puisque la première règle d'une société bien policée est de limiter la liberté de chacun dans la mesure où son abus nuirait à tous. « La liberté est de faire tout ce que les lois permettent », écrivait Montesquieu, mais rien au-delà, et c'est en ce sens qu'Auguste Comte disait très bien, dans son *Système de politique positive*, que « nul ne possède d'autre droit que celui de toujours faire son devoir ».

C'est pourquoi aussi il faut savoir ne pas « tricher », dans le sens du film retentissant dont le titre, pourtant, était certainement injurieux et contestable pour la « jeunesse » prise dans son ensemble, parce qu'exagéré comme tout ce qui généralise pour dramatiser ou par goût de sensation. Chaque époque difficile et troublée, chaque période sociale en voie de transformation profonde a connu son « mal du siècle », et le nôtre est indéniable. Mais je crois pour ma part trouver un élan salubre de loyauté, une exigence de vérité dans la jeunesse, qui cherche presque désespérément de grands exemples et de généreux inspirateurs. Je partagerais plutôt le sentiment de ceux qui expliquent sa « révolte » ou son « anarchie » par les menaces et les désordres de notre temps même, par l'absence de direction et de sécurité qu'il donne aux générations qui ne sont même plus assurées de survivre, et par leur rejet des apparences et des conventions trompeuses : c'est-à-dire par un besoin déçu de lucidité, et de franchise même cruelle s'il le faut, envers soi-même et les autres — y compris la société et ceux qui en ont la direction et la responsabilité, ceux qui devraient faire et appliquer de

bonnes lois dans un monde juste, pacifique et tenant des promesses qui pourraient être immenses, un monde où l'arrivant ne se sentirait pas « l'étranger ».

\*

Les excès d'aspirations déviées et mal canalisées, de « vertus » au sens antique, contrariées ou dédaignées, apparaissent vite comme des vices, et il est aisé de les condamner. Il serait mieux de les comprendre pour les utiliser, avec leur force à grand'peine contenue, à réformer ce qui doit l'être, pour rendre des raisons de vivre à ceux qui marchent vers un avenir dont on pourrait faire un but exaltant, et pour transformer des élans destructeurs en l'énergie des bâtisseurs d'empire. Mais quel est l'« idéal », quelles sont les tâches exaltantes que notre époque et notre mode de vie — on n'ose presque plus dire notre « civilisation » tant ce terme devrait impliquer de hautes et nobles exigences ! — offrent aujourd'hui à une jeunesse avide de se réaliser, de « faire quelque chose », et quelque chose qui pourrait être sain et vraiment « à la taille de l'homme », pour emprunter la formule de notre Ramuz ?

C'est encore un juriste, trop tôt disparu, M<sup>e</sup> Georges Boels, président de la conférence du Jeune barreau de Bruxelles, qui dans son discours à la séance de rentrée de 1951 <sup>25</sup>, s'adressait ainsi à ses cadets : « Vous appartenez à une génération qui n'a vécu que des tragédies et qui sait que d'autres n'ont pas encore commencé, par lesquelles se jouera son destin ». Il stigmatisait ces actions qui, s'élevant un peu partout à travers le monde, « condamnent à l'angoisse ceux qui, affolés d'espérance, avaient cru que les coups de semonce avaient été compris, et que les bombes de Hiroshima

et de Nagasaki avaient apporté aux hommes, par l'épouvante, la paix qu'ils n'avaient su mériter par la raison ». (J'écris ceci alors qu'on parle de la menace de missiles dans la mer des Caraïbes, qui déclencherait l'apocalypse atomique sur le monde.) Comment alors ne pas comprendre la lassitude des nouvelles générations, le besoin que « cela change », devant la « faillite de l'humain » <sup>26</sup>, et du règne du droit et du bon ordre dans les rapports des peuples, qu'il nous faut bien constater ?

Les dirigeants, les chefs d'Etat, les légistes, ceux qui devaient être les guides et la providence d'un univers qui s'instituait en Société des nations ou se targuait d'offrir l'image parfaite d'une organisation des « Nations unies », ont échoué dans cette mission. « De plus en plus clairement éclate cette évidence qu'il n'est aucun des problèmes qui provoquent l'incendie de l'Europe — et par contagion, du monde — qui n'eût pu être pacifiquement résolu. L'assemblée de Genève avait été totalement impuissante à juguler le conflit : les marbres étaient beaux, le site admirable, mais les traités n'y étaient plus défendus. On s'y faisait d'exquises politesses, parfois des grimaces. Mais il ne se décidait plus rien d'essentiel. » Cet *essentiel*, c'eût été précisément d'assurer le règne du droit, le respect et l'application des traités par le droit, de constituer un « Etat fondé sur le droit » à l'échelle universelle, pour donner enfin aux hommes la joie du travail et des loisirs dans la justice sociale et dans la paix, chère non seulement au cœur des mères, mais de tous les hommes. Et l'assemblée de Lake Success ou de Manhattan ne l'a pas fait, ne le fait pas davantage que celle de l'Ariana de Genève.

Où en est en réalité l'application de cette idée magnifique, digne des philosophes de la *Cité de Dieu* et de la *Cité du*

*Soleil* — peut-être aussi, hélas, du *Royaume d'Utopie* — que consacrait solennellement la charte universelle des Droits de l'homme, de tous les droits de tous les hommes ? Qu'a-t-on fait jusqu'ici, pour les *réaliser* partout, de tous ces droits *proclamés*, le droit à la vie, à la liberté physique et spirituelle, à la sûreté de sa personne et de ses biens, le droit à la justice, au travail et à la sécurité sociale, à la fondation d'une famille et à la possibilité de l'élever décemment, le droit même au repos et aux loisirs, à la participation aux affaires publiques et à la vie culturelle de la communauté, aux plaisirs de l'art et aux commodités du progrès scientifique ? On n'en est encore qu'au péristyle du bel édifice, au préambule de la fameuse *Déclaration internationale* adoptée pourtant depuis 1948 : « Considérant que le respect de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde... Que les peuples des Nations Unies ont, dans la charte, proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme »... Mais aussi « considérant qu'il est essentiel, pour éviter que l'humanité ne soit contrainte en dernier ressort à se révolter contre la tyrannie et l'oppression (et celles du malheur et de la misère peuvent-elles être oubliées ?), que les droits de l'homme doivent être protégés par le règne de la loi »... Tout ce que l'homme peut donc désirer, appeler de ses vœux, exiger de la véritable *Societas generis humani* promise par les précurseurs du « droit des gens », se résume en ces mots : *Les droits — le règne de la loi.*

Mais, rappelait encore le discours aux jeunes avocats et magistrats dont je reprends le fil : Quand on entre au Palais — je dirais aussi, plus généralement, quand on entre dans

la communauté sociale et civique, dans l'exercice de sa profession ou de son métier — « on est à l'aube de sa vie consciente, active. C'est l'heure des engagements déjà réfléchis, c'est aussi l'heure de la réceptivité généreuse, du plein emploi des forces du cœur et de l'esprit. Qu'avons-nous fait, nous, plus âgés, pour préparer ces jeunes au choix qu'ils doivent faire ?... Avons-nous le droit d'oublier que ces jeunes gens qui nous jugent sur nos erreurs, sur nos échecs, portent en eux l'esprit de rupture, rejettent les vieux mythes, les enthousiasmes de commande, la fleur au fusil, les cocardes de Mimi Pinson ? » (J'arrête la citation pour ne point faire sentir la brûlure du fer qui veut cautériser la plaie sociale.) Quels sont les exemples roboratifs que « propose à un cœur ardent, ivre de sacrifice » notre civilisation dite humaniste et qui au contraire se déshumanise et tend à s'abandonner au plaisir, à l'argent, à l'évasion, à la tricherie et au faux-semblant, quand ce n'est pas au culte du néant ? « Ceux qui veulent éviter que nos jeunes soient captivés par des séductions périlleuses devraient se demander quels enthousiasmes ou, pour user d'un terme plus actuel, quelles mystiques ils leur offrent en échange. » Tant d'auteurs et tant d'écrits portés au pinacle, tant de ceux qui sont les « maîtres à penser et à sentir », ou les « héros » comme on disait autrefois, de la jeune génération, « même la belle figure du docteur Rieux dans *La Peste*, de Camus, tous s'attachent à persuader l'homme qu'il n'y a pas d'alibi pour lui, qu'il n'est rien pour tenter d'expliquer sa vie, qu'il est un être définitivement voué à l'échec ».

Il me plaît que ce soit un homme de loi, un homme de droit ouvert aux problèmes de son temps et doublé d'un moraliste, comme il arrive souvent, qui nous exhorte et qui

me fournisse encore ma conclusion sur ce point : « N'offrons pas à notre jeunesse des terriers de lapins ; restituons-lui le sens de l'honneur, apprenons-lui que, si elle est mystérieuse, la condition humaine a certainement un sens, que c'est par l'affirmation de sa force morale, de son courage dans le bonheur comme dans l'adversité, que l'homme répond loyalement au don divin des possibilités que la Destinée a déposées en lui. » Et répondre loyalement, c'est encore répondre selon ce que commande le « droit ». C'est vraiment aujourd'hui le moment de « miser sur la jeunesse » et de « plaider pour l'avenir » <sup>27</sup>.

\*

En corollaire de ce que je tiens là pour vérité fondamentale, je crois encore que dans le monde actuel qui a tendance à tout niveler et imiter, à redouter l'originalité du caractère, la jeunesse ne devrait pas craindre de s'insurger contre cette immense « vague » — bien loin d'être « nouvelle » mais en voie de devenir universelle — du « conventionnel », du « collectif » à outrance, du « préfabriqué » en incommensurable série. Que ceux qui se forment pour diriger leur siècle et le marquer de leur empreinte, pour être un jour sa force active et vraiment son élite, ne redoutent pas de rester des *individualités*, de développer leur personnalité, d'acquérir le sens des responsabilités au lieu de les fuir. On vous trouve parfois présomptueux, mais, de ce point de vue-là, du moins, n'êtes-vous pas au contraire trop timorés ?

Le même haut magistrat dont j'ai déjà cité le discours de septembre 1959 à la séance de rentrée devant la Cour de Paris <sup>14</sup>, disait aussi aux gens de justice : « Il faut nous ressaisir... repenser notre profession et nous débarrasser une fois pour toutes de ce cortège de préjugés, d'idées reçues et

jamais revisées, de lieux communs, d'ambitions exagérées, d'exaspérantes prétentions, dont nous l'avons jusqu'ici trop communément enveloppée. Il nous faut aussi prendre exactement les mesures du monde et du temps qui sont nôtres, nous mêler le plus activement possible à la vie de la cité, nous informer complètement des besoins de notre siècle, connaître mieux les hommes et les choses, nous imprégner des techniques nouvelles pour réformer et rajeunir notre propre technique. »

Eh bien, puisque nous faisons un examen de conscience, je crois que ces préceptes hardis valent aujourd'hui pour toute technique, pour toute profession, et qu'ils s'appliquent non seulement à la génération en place, celle des aînés, mais aussi à celle qui monte, celle des cadets, des étudiants, des apprentis — les maîtres, les chefs, les praticiens de demain : à *vous*, étudiants, plus encore qu'aux autres, car vous avez plus de devoirs et de responsabilités parce que vous avez un plus grand privilège. Vous serez bientôt les guides de votre génération. Votre privilège est lourd ; il ne vous donne pas le droit de prendre vos aises, il vous impose au contraire le devoir de vous élever vraiment à la hauteur des fonctions que vous aurez à occuper. La « classe dirigeante » de demain sera vraiment je crois, par la force des choses, dans un univers transformé par la science, celle du savoir et du mérite : ceux-ci hisseront à leur juste place, quel que soit d'ailleurs leur poste dans la hiérarchie sociale, ceux qu'il sera justifié de nommer *les nouveaux aristocrates*. Aujourd'hui déjà l'Université, si vous voulez participer à sa vie, aux tâches de vos Facultés, de vos Sociétés, de l'Association générale des étudiants, vous offre mainte occasion de mesurer votre valeur individuelle et de vous exercer à vos responsabilités.



Apprenez à devenir des « individualités », à être des « hommes sociaux », mais non des « hommes collectifs ». Tout en acquérant un sens profond de la solidarité sociale, de l'unité humaine et des devoirs qu'elles imposent, lutez en vous contre l'esprit de masse, qui n'est pas un esprit créateur, mais qui est en soi un esprit d'imitation, d'inertie, lors même qu'on l'agite, qu'on le met en mouvement et l'amplifie jusqu'à le rendre terrible, et souvent dévastateur. L'esprit du droit n'est pas l'esprit grégaire, l'esprit des foules. Trop souvent au contraire, celles-ci ont piétiné, étouffé le droit : ce sont les foules qui lynchent, qui crient : « Délivrez-nous Barrabas ! », qui ne connaissent ni bornes, ni règles, ni mesure, ni justice, bien qu'elles aient au fond d'elles-mêmes l'obscur appétit de la justice.

Dans sa *Psychologie des foules*, au début de ce siècle, Gustave Le Bon, relevant que « l'époque actuelle constitue un des moments critiques où la pensée humaine est en voie de transformation », et prédisant que « l'âge où nous entrons sera véritablement l'ère des foules », rappelait que celles-ci « ne connaissent que les sentiments simples et extrêmes. Les opinions, les idées et croyances qu'on leur suggère sont acceptées ou rejetées par elles en bloc, et considérées comme vérités absolues ou erreurs non moins absolues ». Les masses comme telles — je ne parle pas de l'individu exceptionnel, équilibré, créateur, qui peut en émerger — sont intolérantes et autoritaires. Elles « respectent la force et sont médiocrement impressionnées par la bonté, facilement considérée comme une forme de la faiblesse ». Elles ne sont guère influençables par des raisonnements juridiques, mais sont mues par des sentiments, des passions, des impulsions, et le droit est, nous l'avons vu, rigueur démonstrative et « droite

raison ». Elles ne peuvent pour ainsi dire « penser que par images » ; leurs « raisonnements inférieurs », fondés sur « des idées associées qui n'ont entre elles que des liens apparents de ressemblance et de succession » s'enchaînent — qu'on me pardonne de reprendre cette comparaison — « à la manière de ceux du sauvage qui se figure qu'en mangeant le cœur d'un ennemi courageux il acquiert sa bravoure, ou encore de ceux de l'ouvrier qui, exploité par un patron, en conclut que tous les patrons sont des exploiters » <sup>28</sup>, pour revenir à notre temps et à notre problème, et retomber dans le domaine social que doit régler le droit.

\*

Ainsi, j'arrive aussi à ma conclusion : N'oubliez jamais, étudiants qui vous trouvez, pour vous préparer à votre mission d'avenir, dans Genève, cité de l'asile aux persécutés, berceau de la charité internationale et des conventions humanitaires assurant la protection du droit même aux ennemis en guerre, que penser, agir et vivre dans l'esprit du droit, c'est le faire dans un esprit d'humanité et de solidarité, puisque le droit est précisément établi pour régler avec *humanitas*, avec *equitas*, et j'oserai même dire en même temps que ses maîtres romains avec *pietas*, les rapports des hommes entre eux. Le droit ne va pas sans magnanimité ; la vraie justice, sans amour et sans pardon. Le sursis, l'amnistie, la grâce sont des institutions essentielles du droit.

Le juriste, le juge n'est pas, ne peut pas être l'homme au cœur dur qu'on a représenté tel parce que les contraintes de la justice — les licteurs, les exempts, les huissiers, la mise en faillite, l'emprisonnement pour dettes, la réclusion de

sûreté — sont durs, et souvent même impitoyables et inhumains. Il est vrai, rappelait en 1748 Montesquieu, dans cet *Esprit des Loix* que Genève s'honore d'avoir publié par les soins du professeur Jacob Vernet, successeur de Calvin et de Bèze dans la chaire de théologie, « il est vrai qu'on peut exterminer par les lois, comme on extermine par l'épée ». Mais, proclamait-il, et il affirmait « n'avoir fait cet ouvrage que pour le prouver : l'esprit de modération doit être celui du législateur ». Dans les « Etats modérés » comme celui où nous vivons et ceux où nous souhaitons à tous de pouvoir vivre, « l'amour de la patrie, la honte et la crainte du blâme, sont des motifs réprimants qui arrêtent bien des crimes. La plus grande peine d'une mauvaise action sera d'en être convaincu... Il ne faut point faire par les lois ce que l'on peut faire par les mœurs ». Aussi « un bon législateur s'attachera moins à punir les crimes, qu'à les prévenir ; il s'appliquera plus à donner des mœurs, qu'à infliger des supplices ». Chez le peuple romain dont les hautes maximes juridiques ont inspiré cet exposé, cette *probité* foncière « eut tant de force que souvent le législateur n'eut besoin que de lui montrer le bien pour le lui faire suivre. Il semblait qu'au lieu d'ordonnances il suffisait de lui donner des conseils » <sup>29</sup>.

Mais si nous franchissons les siècles et nous référons, dans notre présent, à cette *Tradition* qui sans doute « fit éclore la première caste » ayant donné naissance au progrès des arts et des lois, et dont Lecomte du Nouy, dans *L'Avenir de l'Esprit*, écrivait que « le progrès intellectuel et spirituel de l'homme est inconcevable sans elle », une constatation très réconfortante en définitive s'impose à nous.

Malgré les changements, les bouleversements extraordinaires des mœurs et des sociétés, des idées et des techniques,

il faut observer que « les deux plus anciens livres connus », soit les « Instructions de Kégemmi » remontant à la fin de la 3<sup>e</sup> dynastie d'Égypte, environ 4000 ans avant notre ère, et les « Instructions de Pta-Hotep », de la 5<sup>e</sup> dynastie, 3350 ans avant Jésus-Christ, « indiquent tous deux l'existence d'un code raffiné, de règles de conduite tellement civilisées qu'on peut être certain que, depuis des millénaires, les règles fondamentales, celles que Moïse a imposées à nouveau, celles qui sont — ou devraient être — la base de notre société moderne, avaient déjà été formulées ». Le livre de Pta-Hotep, par exemple, nous met en garde contre la vanité : « Ne sois pas vain parce que tu es instruit, mais continue de t'instruire en parlant avec l'ignorant comme avec le sage. » Il condamne la brutalité et tous les appétits grossiers, le vol et la concupiscence, il exalte la modestie, la bonté, la franchise, les vertus domestiques, la discrétion. « Si tu prends part à un conseil — enseigne-t-il encore — souviens-toi que le silence vaut mieux que l'excès de paroles. » Et « si tu recherches les responsabilités, applique-toi à être parfait » <sup>30</sup>.

C'est d'ailleurs bien avant cette époque déjà qu'il faudrait probablement « aller chercher le premier code de morale, qui pendant des dizaines de siècles fut purement traditionnel ». Mais « de tels extraits suffisent à montrer que rien de plus n'a été fait depuis lors, et que ces préceptes correspondent à un état de civilisation morale auquel le temps n'a pas changé grand'chose ». On peut donc beaucoup espérer de leur pérennité et fonder sur elle, en n'oubliant d'ailleurs pas que « la trace réelle d'une civilisation ne doit pas être recherchée uniquement dans les ruines, mais dans la transformation apportée au cerveau et à la conscience des hommes », dit encore Lecomte du Nouy dans le livre por-

tant ce beau titre : *La dignité humaine*. Ainsi, « l'évolution se poursuit à notre époque, non plus sur le plan physiologique » ou aussi simplement technique, « mais *sur le plan spirituel et moral*. Nous sommes à l'aurore de cette évolution, et c'est pourquoi les remous violents de ce changement de régime la dissimulent encore aux yeux de la majorité. La transition entre l'animal ancestral qui frémit toujours en nous, et l'homme définitif, est trop récente pour que les conflits ne nous paraissent pas souvent déconcertants et incompréhensibles ». Mais « dorénavant, le Bien consiste dans le respect de la dignité acquise en s'éloignant de plus en plus des ancêtres animaux et en obéissant aux ordres de la conscience, c'est-à-dire en contribuant au progrès de l'évolution », de l'ascension humaine ainsi comprise. « Et le Mal consiste dans le retour à l'animalité, l'obéissance aux ordres physiologiques, la méconnaissance de la dignité humaine, le refus de participer à l'œuvre divine, l'évolution » <sup>31</sup>, — l'évolution de l'homme qui est censé être le chef-d'œuvre de cette création, puisque formé « à l'image de Dieu ». Le rejet du Mal, la sublimation du Bien, ne peuvent qu'équivaloir à la perfection enfin acquise du Droit.

\*

C'est en pensant, agissant et vivant ainsi selon les principes ancrés dans la conscience juridique de l'homme, c'est par cette modération et cette probité, par ce sentiment de solidarité et d'humanité, d'équité et de loyauté relevés par les enseignements des plus anciens maîtres et serviteurs de la légalité, que vous atteindrez pour le mieux, dans votre vie aussi, et chacun dans votre profession quelle qu'elle soit, aux

arcanes de ce *droit* « conforme à la nature des choses et inné en chacun de nous », qui peut et doit régir l'ordre intime et le comportement social *de chacun de nous* dans sa sphère. Vous comprendrez mieux alors le sens profond du précepte de Kant : « Agis de telle manière que la maxime de ta volonté puisse à tout moment valoir comme principe d'une législation générale. » C'est aussi par là que de votre place et dans votre temps, étudiants et étudiantes qui nous faites l'honneur de nous confier la formation de vos esprits et en quelque sorte aussi de votre « règle de vie », vous participerez à cette *évolution* grandiose que nous venons d'évoquer et qui devrait permettre à l'homme de demain de réaliser, sous l'égide sacrée de la loi, du droit respecté, sa « condition humaine » dans toute l'ampleur de sa vérité.

Le sachant, le sentant, vous en persuadant, « ne dites pas : J'ai trouvé la vérité, mais plutôt : j'ai trouvé une vérité », une vérité essentielle et trop souvent méconnue. J'aimerais vous avoir conduits ainsi jusqu'aux clartés que Khalil Gibran, le mystique inspiré de l'Ecole de la Sagesse à Beyrouth <sup>31</sup>, le « Prophète » de notre temps tel qu'il devrait être et de l'homme dans la plénitude de sa signification, répand sur le véritable sens du droit, en répondant au *Juge de la cité* qui l'interroge :

*« Souvent je vous ai entendus parler de celui qui commet une mauvaise action comme s'il n'était pas l'un des vôtres, mais un étranger parmi vous et un intrus dans votre monde. — Mais je vous le dis, de même que le saint et le juste ne peuvent s'élever au-dessus de ce qu'il y a de plus élevé en chacun de vous, — Ainsi le mauvais et le faible ne peuvent tomber au-dessous de ce qu'il y a également de plus bas en vous... Et lorsque l'un d'entre vous tombe, il tombe pour*

*ceux qui sont derrière lui, les prévenant de la pierre d'achoppement. — Oui, et il tombe pour ceux qui sont devant lui, qui bien qu'ayant le pied plus rapide et plus sûr, n'ont pourtant pas écarté la pierre... Et ceci encore, dû t le mot peser lourdement sur vos cœurs : — L'assassiné n'est pas irresponsable de son propre assassinat, — Et le volé n'est pas irréprochable d'avoir été volé. — Et le juste n'est pas innocent des actions du méchant, — Et celui qui a les mains blanches n'est pas indemne des actes du félon... Et vous qui voulez comprendre la justice, comment le pourrez-vous, à moins de regarder toutes choses dans l'éclat de la lumière ? — Alors seulement, vous saurez que le juste et le déchu ne sont qu'un seul homme debout dans le crépuscule entre la nuit de son moi-pygmée et le jour de son moi-divin, — Et que la pierre angulaire du temple n'est pas supérieure à la pierre la plus basse de ses fondations... »*

Voilà je crois, et vous l'aurez compris, le secret, la leçon suprême après laquelle « le reste est silence ». Ce n'est qu'un message que, dans son amour du droit tel qu'il le conçoit et le voudrait voir par tous appliqué, votre Recteur vous a transmis. Et il vous le laisse, il le livre à votre méditation en se remémorant aussi, comme le dit encore le « Prophète » au Professeur lui demandant de parler d'enseignement, cette règle de vie studieuse :

*« Aucun homme ne peut rien vous révéler sinon ce qui repose déjà à demi endormi dans l'aube de votre connaissance. — Le maître qui marche à l'ombre du temple, parmi ses disciples, ne donne pas de sa sagesse mais plutôt de sa foi et de son amour. — S'il est vraiment sage... il vous conduit plutôt au seuil de votre propre esprit. »*





## Notes bibliographiques

<sup>1</sup> « Sur la mission de l'Université dans le monde d'aujourd'hui », cf. André TUNC, dans la « Revue universitaire », Bruxelles, octobre 1959-février 1960, rappelant la formule de G. Renard.

<sup>2</sup> « La liberté du citoyen en droit suisse », recueil du Centenaire de la Constitution fédérale, une introduction et vingt études fondamentales, Ed. Polygraphiques, Zurich, 1948.

<sup>3</sup> Albert PICOT, « La loi constitutionnelle genevoise... du 21 mars 1849 », dans le Recueil d'hommages au professeur H. F. Pfenninger : « Strafprozess und Rechtsstaat », Ed. Schulthess, Zurich, 1956, p. 89, et du même auteur : « Centenaire de la Constitution genevoise de 1847 », Chancellerie d'Etat, p. 107.

<sup>4</sup> A qui aimerait connaître les *réalités* actuelles sur la justice, finement exprimées, on peut signaler le livre de P. CALAMANDREI dans sa traduction française : « Eloge des juges par un avocat ». Il faut aussi lire, pour avoir une bonne vue d'ensemble, le solide petit ouvrage de Wilhelm SAUER : « Die Gerechtigkeit » (Wesen und Bedeutung im Leben der Menschen und Völker), Berlin, 1959. Le non juriste s'instruira et s'édifiera en consultant le « Juristenbrevier » de Rolf GERLACH, recueil « d'aphorismes et sentences de deux siècles et demi », Munich et Zurich, 1955.

<sup>5</sup> Victor MARTIN, dans « Grandes figures et grandes œuvres juridiques », Mémoires de la Faculté de Droit, Genève, Librairie de l'Université, 1948, No 6, p. 37 s.

<sup>6</sup> Erich-Hans KADEN, dans la même publication, p. 63 et 65 s.

<sup>7</sup> Francesco CARNELUTTI, « La missione del Giurista », Ed. Cedam, Padoue, 1950, p. 7. Voir aussi, du même auteur, la leçon d'adieu donnée à l'Université de Genève (où il avait enseigné, pendant la guerre au Camp universitaire des Internés italiens), en 1945, sur « Droit et Morale », publiée dans la « Revue de droit suisse », vol. 64, fasc. 6, p. 392-409.

<sup>8</sup> Charles BORGEAUD, « L'Académie de Calvin, 1559-1798 », (« Histoire de l'Université de Genève », vol. I), Librairie de l'Université, 1900, p. 283 ss., avec la reproduction en fac-similé du « Corpus Juris de Genève ».

<sup>9</sup> Bernard GAGNEBIN, actuellement Doyen de la Faculté des Lettres, « Burlamaqui et le droit naturel » (thèse de doctorat en droit), Ed. de la Frégate, Genève, 1944.

<sup>10</sup> Œuvres choisies du Chancelier Henri-François D'AGUESSEAU, XI<sup>e</sup> mercuriale, « La vraie et la fausse justice » (discours prononcé à la Saint-Martin de 1708), Paris, Didot, 1850, p. 100.

<sup>11</sup> Une lecture très recommandable est aussi celle de la VII<sup>e</sup> mercuriale, « De l'esprit et de la science » (1704), p. 70 à 79. On en rapprochera utilement les considérations de HEGEL, dans ses « Principes de la philosophie du droit »

(édition française), N.R.F., Paris, 1940, p. 25 s., sur cette idée fausse que l'intuition, le sentiment suffisent. En réalité, « le droit et la moralité et la réalité juridique et morale se conçoivent à travers des pensées, se donnent la forme rationnelle, c'est-à-dire universelle et déterminée, au moyen de pensées. C'est cela qui constitue la loi... La loi est, dans chaque cas, la raison... », la raison appliquée.

<sup>12</sup> Charles VAN REEPINGHEN, professeur à l'Université de Louvain, dans la « Revue de l'Institut de science politique », 1961, vol. III, N° 3, p. 218 ss., auquel nous empruntons ce texte et ces exemples.

<sup>13</sup> Georges RIPERT, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris, « Le déclin du droit », Paris, 1949, Préface, p. VI. Pour ne point sembler viser quelque situation particulière à notre temps, renvoyons p. ex. aussi à l'étude de F. L. MALEPEYRE, « La magistrature en France et projet de réforme », Paris, 1900, en particulier p. 176 ss.

<sup>14</sup> Maurice AYDALOT, actuellement Procureur général près la Cour de cassation de France, « Présence et actualité du magistrat », dans la « Gazette du Palais », Paris, 23-25 septembre 1959. On n'a pas oublié le livre d'Anatole DE MONZIE, « Grandeur et servitude judiciaires », notamment p. 107 ss.

<sup>15</sup> Rappelé par VAN REEPINGHEN, loc. cit.

<sup>16</sup> François GUIBAN, professeur à l'Université de Lausanne, « Note sur le droit naturel », Lausanne, 1940, p. 6 s., et « La science juridique pure, Roguin et Kelsen », 1940, p. 4 ss., avec les références et les développements de doctrine. Consulter aussi sur l'ensemble l'étude du professeur Jean DARBELLAY, à Fribourg, « La règle juridique. Son fondement moral et social », avec la bibliographie détaillée, St-Maurice, 1945, ainsi que l'ouvrage récent du professeur Aloïs TROLLER, « Rechtslehre und Rechtspflege », Francfort et Berlin, 1962, spécialement les chapitres sur l'esprit et l'ordre juridique, la justice, le droit naturel et le droit positif ; l'ordre juridique, la morale et les mœurs ; l'ordre juridique en tant que facteur de la paix publique, p. 29 à 73.

<sup>17</sup> La formule de CICERON dans son « De Re publica » (III, 22), conservée par Lactance, est toujours répétée : « Recta ratio, naturae congruens, diffusa in omnes, constans, sempiterna ».

<sup>18</sup> Professeur Walter YUNG, « Eugène Huber et l'esprit du Code civil suisse », dans « Grandes figures et grandes œuvres juridiques », 1948, p. 192 s.

<sup>19</sup> Voir DARBELLAY, ouvrage cité, p. 37, avec les références, spécialement à l'ouvrage du P. LACHANCE, « Le concept de droit selon Aristote et Saint Thomas », Ed. Sirey, Paris, 1943, p. 220 et 286 s.

<sup>20</sup> Qui n'a pas le loisir de lire les travaux justement célèbres de MOMMSEN sur le droit romain pourra consulter le « Manuel classique » de GIRARD, que pratiquent tous les étudiants en droit, chapitre préliminaire.

<sup>21</sup> Gabriel TARDE, « Les transformations du droit », 2<sup>e</sup> éd., Alcan, Paris, 1894, p. 150 ss. De son côté, le philosophe Alfred FOUILLÉE, dans son livre sur « L'idée moderne du droit », après avoir analysé les thèses sur l'« utilitarisme », arrivait à se demander pour conclure s'il n'y avait pas « au moins un idéal de droit supérieur à cet intérêt collectif, un idéal de droit fondé sur quelque caractère immanent à l'individu même ? », Op. cit., 3<sup>e</sup> éd., Hachette, Paris, 1890, p. 185. Nous voudrions souligner aussi le développement toujours plus accentué du droit vers sa direction sociologique. Voir notamment, de Jacques LECLERQ, professeur à l'Université de Louvain, « Du droit naturel à la sociologie », 2 vol. Collection sociologie d'aujourd'hui, Ed. Spes, Paris, 1960, et du professeur

Henri LÉVY-BRUHL « Sociologie du Droit ». Collection Que sais-je ? Presses Universitaires de France, Paris, 1961.

<sup>22</sup> VAN REEPINGHEN, loc. cit., p. 221 et 225, et, sur la nécessité de se mêler à la vie pour la comprendre, p. 227.

<sup>23</sup> Voir l'ouvrage de C. O. BUNGE (traduit de l'espagnol), « Le Droit c'est la Force. Théorie scientifique du droit et de la morale », Paris, Ed. Schleicher, Bibliothèque des sciences contemporaines (s.d.).

<sup>24</sup> Le modèle d'un tel juriste est donné à Genève par le professeur Pierre-François BELLOT, l'auteur du « Code de procédure civile genevois » encore en vigueur (1776 à 1836). C'est de lui que Rodolphe Tœpffer écrivait : « M. Bellot a plus de talents et de savoir qu'il n'en faut pour être célèbre, et il a trop de modestie, d'ingénuité, de vrai mérite, pour l'être jamais ». Voir le beau portrait qu'en a fait William E. RAPPARD, dans le volume : « Schweizer Juristen der letzten hundert Jahre », Ed. Schulthess, Zurich, 1944, p. 59 à 104, et spécialement aussi l'image prise sur le vif au Conseil Représentatif, et qu'en a laissée Cherbuliez, p. 89 : « La figure de Bellot, si belle de traits, si admirable d'expression, annonçait tout ce qu'on trouvait en lui, ce rare assemblage d'une âme extraordinairement tendre et bienveillante, avec une raison supérieure ».

<sup>25</sup> Georges BOELS, dans « Discours prononcés à la Séance solennelle de rentrée du samedi 24 novembre 1951 », Ed. Larcier, Bruxelles, p. 42, 51, 54 s.

<sup>26</sup> Méditer le livre de Gabriel MARCEL, « Les hommes contre l'humain », Ed. La Colombe, Paris, 1951.

<sup>27</sup> Ainsi Louis ARMAND et Michel DRANCOURT, « Plaidoyer pour l'avenir », Ed. Calmann-Lévy, Paris, 1961, spécialement les considérations sur Mieux-être et justice sociale, sur l'Humanisme technique, p. 141 ss. et 147 ss., ainsi que le chapitre : Miser sur la jeunesse, p. 218 ss.

<sup>28</sup> Gustave LE BON, « Psychologie des foules », 7<sup>e</sup> éd., Alcan, Paris, 1912, notamment p. 38 ss. et 50 ss.

<sup>29</sup> MONTESQUIEU, dans « L'Esprit des Lois », et « Fragments et Pensées », voir le recueil : « La pensée politique et constitutionnelle de Montesquieu » (Pour le Bi-centenaire de L'esprit des Lois, 1748-1948), Ed. Sirey, Paris, 1952 : J. GRAVEN, « Montesquieu et le droit pénal », p. 220, et 232 ss.

<sup>30</sup> P. LECOMTE DU NOUY, « L'avenir de l'Esprit », Gallimard, Paris, 1941, p. 197 et 208 s., et « La dignité humaine », édition définitive, La Colombe, Paris, 1952, Introduction, p. 13 ss.

<sup>31</sup> Khalil GIBRAN, « Le Prophète », Cahiers des Poètes catholiques, Paris, Castermann, 1959, p. 55 s., et p. 39 à 43.



**MESSAGE DE BIENVENUE  
AUX ÉTUDIANTS**



Monsieur le Conseiller d'Etat chef du Département  
de l'Instruction publique,

Messieurs les représentants des Autorités civiles  
et religieuses, et des Institutions internationales,  
fédérales, cantonales et municipales,

Chers professeurs, étudiants et étudiantes,

Mesdames et Messieurs,

La *rentrée universitaire*, la rentrée des instituts et des écoles constitue partout, pour le monde des maîtres et des élèves, un événement qu'on aborde avec un peu de fièvre ou du moins d'incertitude, dans des sentiments qu'on a coutume d'appeler « mêlés » : Les vacances sont terminées, la belle liberté de l'été a pris fin ; le travail et les obligations recommencent, dans l'attente un peu méditative propre à l'automne.

Et pourtant, en ouvrant cette nouvelle année universitaire, en vous accueillant et vous saluant dans l'aula de notre Université, le Recteur doit vous avouer qu'il n'a aucun sentiment mêlé de doute ou d'hésitation, mais au contraire des raisons profondes de satisfaction, de confiance et d'espoir.

Le nombre, la jeunesse, la diversité des étudiants qui se pressent ici dans une attente et une bonne volonté communes de travail et de savoir, justifient ces sentiments. Et la présence des autorités, des professeurs, des amis de l'Université, qui sont venus pour rehausser la signification de cet accueil et pour témoigner aux étudiants et à l'Université leur sympathie agissante, donne tout son sens à cette cérémonie d'ouverture.

C'est pourquoi nous entrons pleins de confiance et de foi dans cette 403<sup>e</sup> année universitaire depuis la fondation de l'Académie de Genève en 1559. L'Université, bien solide dans la force et l'éclat de sa tradition, et bien vivante dans sa communauté actuelle, vous remercie tous

de la solidarité et de l'amitié dont votre présence, et les messages d'excuse et les vœux des absents — qu'on me pardonne de ne pouvoir nommer tous faute de temps — sont l'éloquent et réconfortant témoignage.

Mais c'est pour vous, chers étudiants et étudiantes, que nous sommes réunis, et c'est à vous que le Recteur a le plaisir, en se conformant à l'usage, de souhaiter la bienvenue. C'est vous qu'il se propose de recevoir et d'introduire dans cette maison, cette *Alma Mater* comme on l'appelle justement depuis ses origines, qui s'ouvre toute à vous et qui, dès maintenant, est la vôtre en même temps que la nôtre. Dès l'abord, il faut que vous le sachiez et le sentiez bien : car tout l'agrément et le profit mutuel de la communauté que nous formons, dépendent de cette conviction.

Bienvenue donc, dans le plein et beau sens du mot, à vous étudiants, anciens et nouveaux, grandis dans la cité ou venus de nos cantons suisses ou de tant de nations et de régions diverses, et rassemblés dans ce centre de rayonnement humain, de culture, de liberté dans la paix, que Genève, ses institutions et son Université représentent sans doute à vos yeux, puisque vous vous y êtes donné rendez-vous — et je crois pouvoir le dire non sans quelque fierté, aussi aux yeux du monde.

Votre choix, votre présence montrent non seulement l'attrait qu'exercent Genève, son cadre si beau, son esprit et sa renommée. Pour nous, ils attestent aussi et avant tout la confiance et les espoirs que vous placez dans l'Université, ses maîtres et ses enseignements, puisque c'est à eux que vous remettez le soin de vous donner les connaissances et la formation de l'esprit et du caractère, dont vous et votre pays attendez la réussite et la pleine efficacité de votre avenir.

Mais cette tâche, cette mission, il est clair que nous devons, que nous ne pouvons les réaliser, qu'*en commun*. Il nous appartient également, aux dirigeants et aux professeurs de l'Université, et aux étudiants, de nous en montrer dignes. Une Université, c'est-à-dire une *universitas*, une communauté des esprits et des études, est faite du travail de tous, de la valeur et du dévouement de ses professeurs, mais aussi du zèle et du succès de ses étudiants. Ce succès est en définitive, celui de l'Université tout entière.



Cet *accueil* au sens véritable, qui n'est pas seulement celui d'une sorte de « chef de réception » courtois, mais qui est avant tout introduction et assimilation à la vie de la maison commune, l'Université et l'Association générale des étudiants qui a le légitime souci et la garde des intérêts de *tous* les étudiants, l'ont préparé avec un soin et je puis même dire avec une amitié, tout particuliers. Elles ont voulu qu'il atteigne son but, qui est de rendre plus agréables, plus faciles et plus sûres aux nouveaux étudiants, leur entrée dans la vie universitaire et leur acclimation dans la ville qui va être celle de leurs études et de leur séjour.

Un des premiers devoirs de l'hospitalité, c'est que les hôtes reçus ne se sentent pas isolés, désorientés, abandonnés à eux-mêmes, mais qu'ils soient au contraire bientôt familiarisés avec la maison, les lieux, le mode de vie, les horaires, les devoirs et les commodités qui seront les leurs. Ce devoir d'hospitalité et de bon accueil est particulièrement important dans une Université aussi diversement composée, aussi « internationale » que celle de Genève, puisque non seulement les étudiants de Suisse et d'Europe, mais ceux de l'Amérique du Nord et du Sud, de l'Asie et de l'Afrique désormais, se rencontrent et travaillent les uns près des autres dans nos Facultés et nos Instituts, nos salles de cours et nos laboratoires.

C'est pourquoi l'Université est heureuse de pouvoir, dès cette année, offrir à tous ses étudiants et étudiantes, en témoignage tangible et pratique de bienvenue, le nouveau *Guide de l'étudiant* qu'elle vient d'éditer avec l'appui généreux de la Société Académique. Cette brochure répond à une initiative du Conseil Académique institué pour renforcer les liens entre l'Université et la Cité, entre la vie étudiante et la vie qui se prolonge et bat son plein à la porte des écoles et des laboratoires, et qui vous sollicite : cette vie sociale et civique à laquelle vous appartenez aussi et à laquelle vous vous préparez ici à participer pleinement, puisque vous lui donnerez ses cadres et serez l'une de ses forces vives, demain.

En lisant avec sympathie et en consultant ce Guide, vous comprendrez bien les motifs qui l'ont dicté ; vous vous sentirez plus près de Genève et de son Université, et vous pourrez bénéficier des renseignements multiples qu'il vous donne ou vous permet d'obtenir facilement

de chaque autorité ou de chaque office à qui vous aurez affaire. Vous connaîtrez dès le premier jour le passé très respectable de votre Université, et vous vous convaincrez qu'il n'a de sens vivifiant que s'il est garant d'un avenir digne à son tour d'être évoqué un jour dans les annales de la science et celles de la cité.

Vous vous pénétrerez aussi du sens des études supérieures, si important pour qui veut bien les comprendre et les assimiler, comme aussi du sens de vos « droits » que personne ne veut oublier, soyez-en certains, mais non moins de vos « devoirs », que vous-mêmes vous saurez ne pas oublier.

\*

Mais j'aurai bien garde d'isoler l'effort sincère d'accueil et d'assimilation fait par l'Université, de tous ceux qui sont accomplis d'autre part avec beaucoup de mérite et, nous le souhaitons, d'efficacité.

Pour l'Université même, je me bornerai à évoquer l'accueil organisé par les Facultés et les Instituts dans leurs réceptions ou séances de rentrée, et dans les « permanences » établies lors des immatriculations pour donner conseil aux nouveaux étudiants sur leurs programmes et l'organisation de leurs études. Vous ne sauriez être trop instamment invités à assister à ces séances et à ces réceptions, où vous rencontrerez vos maîtres et vos camarades, et pourrez nouer des liens spirituels ou d'amitié qui vous feront mieux sentir la solidarité et l'intérêt qui sont nécessaires pour des études suivies avec zèle, je voudrais même dire avec joie, et avec profit.

Dès cette année aussi, vous le savez, répondant à un vœu général et à une nécessité qu'elle a été la première dans notre pays à reconnaître, l'Université de Genève a institué, grâce à la compréhension de M. le Chef du Département de l'Instruction publique, un *conseiller aux études*, dont la fonction essentielle consiste précisément à recevoir, guider, introduire et aider de toutes manières les étudiants, tant au moment d'aborder leur nouvelle condition et leurs études, que dans toute la suite et les circonstances de celles-ci. Le choix soigneusement fait en la personne de M. Jean Ziegler, licencié en droit de notre Université, docteur ès sciences politiques, dont l'expérience acquise en Suisse et à l'étranger, comme étudiant post-gradué d'abord, puis comme

administrateur, expert de l'assistance technique des Nations Unies et enseignant à l'Ecole nationale de droit et d'administration de Léopoldville, nous a paru de bon augure.

Du résultat de cette première expérience, qui d'emblée s'est révélée si utile, dépendront ses services accrus et, nous le souhaitons, son développement pour les Facultés et Instituts des sciences et de médecine. Que les étudiants n'hésitent donc pas à recourir à leur conseiller, qui leur est tout dévoué et qui travaille d'ailleurs en liaison permanente avec l'Association générale des étudiants — l'A.G.E., — et avec le Comité d'action sociale de l'Université. Car le succès de l'institution ne va pas sans réciprocité : c'est de votre confiance aussi et de l'utilité de plus en plus confirmée par la pratique, que dépendra finalement la réussite.

Je viens de mentionner l'A.G.E. et son action d'accueil. C'est pour lui exprimer, sans plus différer, notre reconnaissance pour l'effort qu'elle poursuit de son côté depuis quelques années, et qu'elle vient d'intensifier et d'enrichir avec beaucoup d'ingéniosité et de dévouement, à l'initiative de son vice-président étranger, M. Ricardo Maldonado. A sa traditionnelle réception au 1<sup>er</sup> étage de l'Université lors des immatriculations, au rôle de « pilote » qu'elle joue envers les nouveau-venus pour les orienter à travers l'Université et la cité, s'est ajoutée la soirée d'accueil qu'elle a organisée cette année, soirée excellente par son programme et son esprit, il faut le reconnaître. Seule une publicité sans doute insuffisante, plus qu'une défaillance ou l'indifférence des nouveaux étudiants auxquels elle s'adressait, n'a pas donné encore à cette innovation, pour le premier essai, toute l'ampleur méritée et le bon effet qu'elle aura certainement à l'avenir.

Mais surtout, l'A.G.E. a entrepris aussi dès cette année un programme qui va plus en profondeur et qui sera par là aussi plus fécond, de *parrainage* des nouveaux étudiants par leurs aînés, parrainage auquel veulent bien se joindre plusieurs Sociétés d'étudiants. C'est là manifestement une des actions les plus judicieuses et les plus prometteuses qui puissent être entreprises. L'Université s'en réjouit, elle en attend une sorte de rénovation, et elle en félicite et remercie les promoteurs. Conjointes à ses propres initiatives et notamment à l'action de son Comité pour l'accueil dans les familles genevoises, qui a déjà trouvé un écho si sympathique auprès de la population — qu'on a dite à tort si

fermée, alors qu'on ne lui demandait pas ou ne lui représentait pas l'intérêt de s'ouvrir aux étudiants, — les parrainages personnels de l'A.G.E. comme ceux des Sociétés d'étudiants, aideront à atteindre plus pleinement le but ainsi cherché d'acclimatation, et d'attachement à l'Université et à Genève.

Genève, cité traditionnelle de l'accueil et des études, ne pouvait pas manquer à sa tradition, dès l'instant que seraient dissipés certains préjugés erronés contre l'afflux et la qualité de nos étudiants, et que lui apparaîtraient le sens renouvelé de cet accueil et ses heureux effets dans le monde d'aujourd'hui. C'est à vous, étudiants et étudiantes, de démontrer à ceux qui vous recevront ainsi, que vous êtes dignes de leur hospitalité, et quel intérêt, quelles sympathies réciproquement profitables, peuvent et doivent résulter de ces rencontres.

\*

Tout cela est bel et bon, direz-vous : — mais comment parler d'accueil et de conditions favorables aux études, quand des étudiants n'arrivent pas à se loger à Genève, et quand, pour ceux qui y ont réussi, l'Université ne dispose pas des locaux, des amphithéâtres, des laboratoires, des salles de cours, de conférences et de séminaires indispensables pour leur dispenser ses enseignements ?

Vous pouvez bien penser que c'est là un des problèmes qui préoccupent non seulement les étudiants, mais aussi et peut-être plus encore les autorités universitaires et gouvernementales responsables, en particulier le Département de l'Instruction publique et celui des Travaux publics, puisqu'il s'agit en même temps d'un problème universitaire, d'un problème d'études, et d'un problème de constructions. Mais il faut d'abord, en toute franchise et très nettement, dissiper une erreur, un de ces malentendus qui ont la vie si dure et auquel je viens de faire allusion, et rassurer à la fois l'opinion publique et les autorités. Car trop de critiques en ce sens, jusque dans les sphères politiques les plus élevées, et une récente effervescence de la presse encore, ne cessent de porter cette question au premier plan de l'actualité.

Oui, l'Université de Genève accueille beaucoup plus d'étudiants que par le passé, et elle accueille de nombreux étudiants étrangers.

Mais elle ne les accueille pas du tout sans choix ni programme ni limites, et cet accroissement est d'ailleurs normal, il est même inéluctable : Il est commandé aussi bien par le développement des sciences et par conséquent des enseignements, que par l'accroissement même du nombre de jeunes gens et de jeunes filles se dirigeant de plus en plus vers les études supérieures, à proportion de l'augmentation énorme des besoins de la société moderne. Ce n'est pas là un mal d'ailleurs, mais en soi un bien, et ce phénomène n'est pas particulier à Genève ; il est commun à tous les pays et à toutes les Universités.

On ne peut naturellement plus juger à la mesure de l'ancienne Académie, ni même de l'Université encore incomplète telle qu'elle avait été organisée, dans une Genève illustre mais à une échelle presque provinciale encore, par la loi de 1872 sur l'instruction publique. De 1890 à 1895, les Universités suisses comptaient en moyenne 2725 étudiants par an (dont 569 pour celle de Genève) ; au semestre d'hiver de 1952, elles en comptaient 12.462, le chiffre avait quintuplé. Mais la jeunesse en âge de faire des études supérieures, et la nécessité sociale de les faire, se sont aujourd'hui bien accrues. Depuis la dernière guerre, la proportion, partout, n'a fait que grandir. Au semestre d'hiver de 1946, notre Université dépassait pour la première fois 2000 étudiants : elle en comptait 2017, dont 811 étrangers, représentant 43 Etats. En 1949, le nombre des étudiants était de 2750, et le Recteur Tiercy insistait, dans son discours du *Dies*, sur les responsabilités que cette affluence imposait à l'Etat et à l'Université. Il est certain que le chiffre de 4315 étudiants, dont 2065 étrangers, au début du semestre d'hiver de 1961, a pris des proportions qui incitent justement à la prudence et à la réflexion.

Mais l'Université ne désire pas du tout devenir une université gigantesque, une sorte d'usine à diplômes. Elle est trop consciente des charges excessives que cela entraînerait pour la communauté, et plus encore des avantages essentiels d'une Université qui reste à la taille de l'homme, où les contacts humains sont possibles, où les maîtres peuvent connaître leurs élèves, les guider et avoir sur leur formation une influence qui ne soit pas uniquement celle qui est comme vaporisée du haut d'une chaire à des étudiants anonymes, dont la personnalité et les difficultés leur restent insaisissables.

Aussi les conditions d'admission sont-elles rendues de plus en plus sévères. Les exigences pour les Facultés des sciences et de médecine, particulièrement à l'étroit, sont telles qu'une proportion minimale seulement de candidats étrangers est admise par rapport aux demandes, puisque seuls ont accès dans ces Facultés les étudiants étrangers ayant obtenu des chiffres élevés à leurs examens de fin d'études secondaires. Au début de ce semestre, 85 étudiants suisses ont été admis en sciences et 85 en médecine, pour 40 et 62 étrangers seulement. Ce sont les sciences économiques et sociales, les lettres et l'Ecole d'interprètes, qui appellent les plus forts contingents d'étrangers (337, 220 et 226 en ce début de semestre) ; mais n'est-ce pas dans la nature de leur enseignement ? Ici aussi d'ailleurs, les conditions d'admission sont renforcées, tant en ce qui concerne la possession d'une maturité ou d'un diplôme supérieur, que la connaissance de la langue française. Le nombre total des étudiants étrangers admis à la présente rentrée universitaire est de 829, et ce chiffre paraît raisonnable et n'a rien d'alarmant vu les traditions et la réputation internationales, et sans doute aussi les devoirs, de notre Université.

Celle-ci a d'autre part pris spontanément, depuis quelques années, des mesures sévères pour l'élimination des faux étudiants ou des étudiants qui ne travaillent pas et ne passent pas leurs examens dans des délais acceptables. Le Bureau du Sénat a approuvé, le Règlement général de l'Université a consacré, et certaines Facultés, à l'exemple de celle des Sciences économiques et sociales, ont prononcé déjà l'exclusion, après avertissement et fixation d'un ultime délai, de ceux qui ne passeraient pas leurs examens, quelle que soit d'ailleurs et naturellement leur origine. Car ce n'est évidemment pas un critère d'âge, de nationalité ou de durée des études (si elles sont réelles et régulières), mais c'est un critère de valeur, de travail effectif, qui doit être la pierre de touche de l'élimination. L'Université l'a clairement rappelé, et les autorités administratives l'ont admis, à la suite des récents refus ou retraits de séjour qui avaient à bon droit ému aussi bien l'Université que les étudiants et une partie de l'opinion.

Voilà donc la tendance réelle, la politique d'admission et de tri de l'Université. Il est permis au surplus de rappeler, ces principes bien précisés, que c'est à tout prendre un bienfait, qu'une Université large-

ment ouverte aux courants du monde, où les contacts et les échanges humains se multiplient, et où les expériences mutuelles sont enrichissantes. Il est heureux enfin que Genève, foyer international par sa position et presque par destination et vocation, puisse dispenser la qualité de ses connaissances et communiquer son esprit libéral et civique aux étudiants étrangers qui seront l'armature et les chefs de leurs pays et qui, façonnés par nos méthodes, resteront pour toujours, nous le savons, de fidèles amis de notre pays. Notre IV<sup>e</sup> Centenaire de 1959 avec ses manifestations souvent lointaines, et tant de preuves reçues de partout en maintes occasions, en témoignent hautement. Cela compte aussi dans la balance, même si ces avantages ne se chiffrent et ne se pèsent pas pour faire contre-poids aux charges et aux frais dont nous sommes parfaitement conscients.



Mais revenons aux problèmes des logements et des locaux. Nous sommes bien d'accord : des constatations désabusées ou inquiètes, des discussions à vide, de vagues projets ne sortant pas des limbes, des appels répétés à la population pour qu'elle offre à nos étudiants des chambres introuvables, à des prix raisonnables, ne suffisent pas. On veut et il faut en effet des actes, des faits. Avant d'en indiquer quelques-uns, il sera bien permis au Recteur d'enregistrer le succès du dernier appel de l'Université et de l'A.G.E. Les milieux genevois et les milieux internationaux de Genève, ainsi que certaines régies immobilières, y ont répondu rapidement et avec une telle sympathie, que la crise a pu être provisoirement à peu près surmontée pour la rentrée, grâce à l'effort de recherches et de coordination du Bureau de logement de l'Université et de son directeur M. Demartin. Aux uns et aux autres, il est juste que la gratitude de l'Université soit publiquement exprimée.

Il est vrai que ce n'est là, je viens de l'indiquer, qu'une solution de fortune, précaire, et qui n'est pas normale ni satisfaisante, parce que trop d'étudiants encore voient leur modeste budget grevé à l'excès, ou leurs conditions d'existence et de travail défavorisées par l'obligation de vivre à l'étroit dans une même chambre. Mais l'espoir fondé de sortir

de cette situation difficile peut être aujourd'hui affirmé. Les efforts de l'Université et ceux de l'A.G.E. qui les complètent, ceux de l'Etat qui a charge de les réaliser, impliquent plus que des promesses : des réalisations.

La *Cité universitaire* pourra, nous l'espérons, être inaugurée en 1963. Elle offrira place à 400 étudiants ; la commande du mobilier, pratique et soigneusement choisi, a pu être passée à des conditions favorables. Le Conseil de fondation, son président M. le professeur Baumann et ses membres, spécialement M. Blanc, ancien Secrétaire général de l'Université, ont donné sans compter leur temps, leur dévouement et leur foi pour la pleine réussite, dans les plus brefs délais possibles, de cette « maison des étudiants » qui constituera une des réalisations les plus réjouissantes de l'histoire de notre Université.

D'autre part, des études, des propositions et des plans ont été élaborés — il est juste de le souligner — par le responsable de l'office du logement de l'A.G.E., M. Daniel Marco, élève de l'Ecole d'architecture, afin que deux *pavillons* préfabriqués avec des chambres simples, mais claires et bien aménagées, puissent être installés par l'Etat sur un terrain à Champel, pour le mois de mars. Les études faites en prévoyaient dix pour résoudre le problème en totalité. Cette initiative, qui pourrait être développée en cas de nécessité, est très satisfaisante en soi, et elle est rassurante quant à la volonté d'agir et d'aviser, par la suite, aux mesures indispensables appelées de tous les vœux de l'Université et des étudiants.

Enfin l'Université elle-même, par le Bureau du Sénat, a donné son agrément de principe à l'utilisation d'une partie de la Campagne Rigot, don prestigieux que lui fit en 1942 M. Rockefeller junior en vue d'utilisation à des fins universitaires et internationales, pour la réalisation de deux projets de fondation dus à l'initiative privée : soit la construction d'un *Hôtel des étudiants*, et d'une *Résidence universitaire* pour l'Institut de hautes études internationales. Malgré des difficultés tenant non point à l'indifférence ou à l'absence de bonne volonté des autorités, ni au manque du financement nécessaire, mais à la mise au point des plans d'urbanisme et de circulation qu'exige l'aménagement futur de la place des Nations, ces projets sont loin d'être abandonnés. Au contraire, l'Université a pris l'initiative d'une prochaine rencontre commune de



tous les intéressés pour étudier les conditions existantes et la possibilité de donner suite dès maintenant, moyennant les adaptations nécessaires s'il y a lieu, à ces généreux projets qui doivent profiter non seulement à quelques étudiants privilégiés, mais à tous sans distinction.

\*

Reste le problème des locaux et bâtiments universitaires, dont la pénurie est si notoire qu'il est superflu de s'y attarder. On sait combien ce problème est ample, difficile, et générateur de soucis pour l'Université. Ce n'est pas ici le moment ni le lieu de l'exposer. Mais puisqu'on veut avec raison des faits, il suffit d'en indiquer quelques-uns qui montreront que les choses sont en bonne voie.

Un inventaire complet des besoins universitaires en bâtiments, auditoires, salles et laboratoires a été dressé, avec celui des terrains disponibles pour les constructions et les extensions qui seront indispensables. Ainsi les plans et les emplacements seront assurés, et l'Université ne sera plus exposée aux surprises et aux déboires qui n'ont pas toujours été évités.

Les constructions en cours pour la Faculté de médecine et l'Hôpital approchent de leur fin ; celles qui sont encore nécessaires et prévues seront entreprises. L'urgente reconstruction de l'Ecole de chimie, dont les plans ont été élargis, va pouvoir aller de l'avant, ce qui lèvera enfin une des plus lourdes hypothèques pesant sur l'organisation des études de sciences à l'Université. On voudrait pouvoir faire la même constatation pour la transformation décidée de l'aile actuelle du Museum d'histoire naturelle destinée aux Facultés des sciences morales et à une partie de l'administration de l'Université, qui en ont un si urgent besoin. Il faut souhaiter que les problèmes préliminaires de la construction du nouveau Musée d'histoire naturelle, rendue enfin possible par le déplacement de l'Ecole d'études sociales, trouvent leur solution rapide pour ne pas retarder à l'excès ces nouvelles installations. En attendant, une commission universitaire a fait, ici encore, l'inventaire des besoins et proposé des solutions adéquates. Elles sont actuellement étudiées avec l'appui de la Société Académique et en liaison avec le Département des Travaux publics.

Tout ce programme méthodiquement dressé et en voie de réalisation présente ou future, qui concrétise, harmonise et développe les anciens vœux et projets, doit infiniment à la compréhension, à la clarté de vues et à la volonté d'aboutir des chefs des deux Départements intéressés, M. le conseiller d'Etat Chavanne, directeur du Département de l'Instruction publique, et M. le conseiller d'Etat Peyrot, directeur du Département des Travaux publics, ainsi que de son collaborateur-délégué M. l'architecte Braillard. Une entente parfaite s'est établie avec l'Université. Qu'ils acceptent, au nom de celle-ci et de tous les étudiants, l'hommage d'une reconnaissance que les faits, nous n'en doutons pas, justifieront bientôt dans toute sa plénitude.



Ainsi donc, chers étudiants et étudiantes, entrés pour le présent dans votre Université et un peu rassurés quant à l'avenir, vous allez vous mettre à la tâche avec entrain et succès, nous y comptons tous.

Vous trouverez, je vous l'affirme, des autorités universitaires comprenant vos vœux et vos soucis, prêtes à vous entendre, et à vous soutenir dans toutes vos propositions légitimes. Le Recteur et le Bureau du Sénat vous en ont donné déjà la preuve ces dernières années, et ils vous l'ont renouvelée dès les modifications intervenues à la fin du semestre d'été.

C'est avec regret, et avec une profonde reconnaissance, que nous avons dû nous séparer de notre précédent Recteur, M. le professeur Eric Martin, et de MM. les Doyens Schaerer, Montant et Leenhardt, des Facultés des lettres, de médecine et de théologie. M. Eric Martin, dont plusieurs membres de la famille ont déjà servi avec éclat l'Université, a accompli l'œuvre et laissera le souvenir d'un grand Recteur. Par son aptitude particulière à apercevoir les problèmes nouveaux et à leur donner rang d'importance, par sa richesse sans cesse jaillissante d'idées, d'initiatives et de propositions, par son humanisme et son réalisme qui assuraient la cordialité des relations en même temps que la recherche positive des résultats, il a mis sur la bonne voie la plupart des problèmes essentiels que nous discutons, et dont nous entrevoyons et voulons assurer la solution aujourd'hui. La durée du rectorat est trop courte, il le savait et nous l'avons regretté avec lui, pour résoudre

toutes les tâches qui s'offrent ou qui doivent être entreprises. Mais c'est beaucoup déjà, de pouvoir bien en régler un certain nombre, et de préparer les possibilités de solution des autres. Qu'il me soit permis de lui dire qu'il a bien mérité de l'Université, comme aussi les Doyens qui nous ont quittés après nous avoir donné l'occasion si fréquente d'apprécier leur dévouement, leur finesse dans les discussions, et l'aménité dans les relations qui font des séances pourtant si chargées du Bureau du Sénat, un agrément plus encore qu'une charge au sens pesant du terme.

Comptez aussi sur votre nouveau Recteur, sur le nouveau Vice-recteur, M. le doyen Terrier, à la longue expérience et au dévouement universitaire éprouvé dans tant de charges et de commissions. Comptez avec confiance sur MM. les doyens Susz et Berenstein qui continuent à représenter les sciences et le droit, et sur les nouveaux Doyens des sciences économiques et sociales, des lettres, de la médecine et de la théologie, M. le professeur L'Huillier, qui a donné, comme Secrétaire du Sénat et du Bureau du Sénat depuis des années, la mesure de sa clarté d'esprit et de son attachement à l'Université, et MM. les professeurs Gagnebin, Mozer et Rochedieu, sans oublier notre nouveau Secrétaire du Bureau du Sénat, M. le professeur Sauter : d'eux tous, nous avons pu apprécier déjà, dès le début de leurs fonctions, et la valeur, et les services.

Comptez enfin sur le Secrétaire général, M. Bernard Ducret, et sur tout le Secrétariat et les services administratifs de l'Université, dont je puis témoigner, les voyant à l'œuvre chaque jour, qu'ils sont associés de tout cœur à la mission de l'Université et au service des étudiants ; ils méritent toute notre reconnaissance. L'*Action étudiante* vient de vous rendre sensible, par les belles et fortes considérations de notre Secrétaire général intitulées « Pour une université au service de la société », l'esprit qui règne aujourd'hui dans notre *Alma Mater* et qui nous anime, et avec quel sérieux, quel soin scrupuleux et quel désir sincère d'entente et de coopération celle-ci aborde et veut résoudre les problèmes universitaires, sociaux et personnels, de la génération d'étudiants actuelle.

Votre progrès et celui de l'enseignement, votre bien-être et votre sécurité matérielle et morale, les améliorations possibles et peut-être nécessaires, restent notre principale préoccupation. Les liens et les contacts entre les étudiants — par l'intermédiaire de l'A.G.E. qui doit vraiment les représenter tous — et les conseils universitaires, sont certainement utiles, et souhaités par ces derniers. Les dirigeants ou les représentants de l'A.G.E. ont été reçus et écoutés déjà dans leurs vœux, par le précédent Bureau du Sénat et par le Conseil académique devant lequel ils ont pu exposer contradictoirement la question du « syndicalisme étudiant ». Suivant un usage instauré à la fin du précédent rectorat et qui a pris aussitôt le caractère d'une véritable institution, ils sont reçus régulièrement par le Recteur, en corps ou personnellement suivant les problèmes qui se posent à l'A.G.E. comme telle ou à ses différents offices, pour pouvoir exposer face à face toutes leurs idées, leurs difficultés ou leurs suggestions, en toute confiance et sans aucune entrave.

Toute une série de vœux ont été ainsi exposés, notés et pris en compte, et même réalisés déjà en partie, dans la mesure où ils pouvaient l'être rapidement. C'est ainsi d'abord que le *Club des Etudiants*, si ardemment souhaité par eux et approuvé par le Recteur et le Bureau du Sénat, pourra être inauguré dès maintenant à la rue de Saussure, dans les locaux de l'ancien Restaurant universitaire laissés à la disposition de l'Université par les autorités, dont la compréhension bienveillante se manifeste ici par un témoignage de plus. Malgré divers obstacles et grâce à la bonne volonté de tous, les plans de l'A.G.E. auront abouti dans un temps « record ». Même si les installations ne répondent pas encore en tous points, au début, à l'idéal confortable d'un « home » parfait, nous avons la conviction que les étudiants seront heureux d'avoir, tout près de l'Université, un centre de délassement et de loisirs de bon aloi, et de s'y sentir « chez eux ». Nous sommes certains aussi que cette sorte de foyer de l'amitié, lieu de rencontre et de connaissance entre eux, favorisera l'esprit de cohésion et de solidarité dans la communauté universitaire aujourd'hui trop dispersée.

Les problèmes de la culture générale et des loisirs ont été tous aussi examinés déjà dans ces entretiens. Je n'aborderai pas ici et en ce moment ceux qui sont relatifs aux programmes, aux cours polycopiés

et à leur amélioration, au Forum des étudiants et à son organisation, ni au *Studium generale* et aux cours interdisciplinaires et aux colloques des maîtres avec les étudiants. J'ai pourtant à cœur de dire à M. le professeur Stelling-Michaud combien me réjouit l'aboutissement de son effort de préparation des esprits, du programme et des enseignements qui vont avoir lieu. Non seulement ils trouvent tout notre appui et méritent toute notre considération ; mais ils devraient entraîner ceux de tous les étudiants, et le Recteur vous les recommande chaleureusement. Car c'est là non seulement une innovation justifiée, mais une nécessité profonde, à notre époque de spécialisation et de technicité à outrance. Les valeurs humaines générales s'estompent et risquent en effet de s'y perdre, alors qu'elles représentent à la fois la quintessence de la véritable formation universitaire, et l'exigence la plus certaine d'une société transformée par des progrès matériels immenses mais qui risque d'être dépassée par eux et de n'avoir pas, pour les diriger et les faire servir au bien général, les hommes complets, cultivés, réellement « supérieurs » en un mot, qui lui seront indispensables et que l'Université a pour premier devoir de lui donner.

Je n'ajouterai qu'un dernier point : C'est dans le même esprit d'universalité ou de véritable formation d'un homme à qui rien d'humain ne doit être étranger, qu'une attention et une sympathie très grandes ont été accordées, dès ces premiers contacts, aux questions qui relèvent de l'office d'*art et culture* de l'A.G.E. J'avoue pour elles une prédilection particulière. Le Théâtre académique et les Lectures-spectacles, la musique et le chant, les Expositions à la salle de travail et les Journées de l'art, le Ciné-Club et le nouveau Photo-Club qui vient d'être approuvé et installera son laboratoire aussi à la rue de Saussure : voilà autant d'activités bienvenues et qui sont assurées de pouvoir compter sur l'appui sans réserves du nouveau Recteur et de l'Université.

Les *sports* auront naturellement leur part dans cette judicieuse organisation des loisirs et cette formation équilibrée des étudiants. L'action universitaire déployée en faveur des terrains de sports et de la piscine de la Cité universitaire, atteste cet intérêt actif.

Je puis maintenant conclure, et conclure c'est naturellement faire une synthèse et dire l'essentiel. Cet essentiel, le voici.

On parle beaucoup en ce moment, à l'Université, de « revendications étudiantes », et parmi celles-ci, de « démocratisation des études » et de « syndicalisme étudiant ». Eh bien ! permettez à un Recteur qui certes se sent près de vous et vous comprend, mais qui aussi tient au sens des mots de par sa profession de juriste et de magistrat, de vous mettre en garde contre de tels termes, assez sommaires et un peu galvaudés. Il risquent de fausser le caractère de tous nos entretiens et les perspectives de succès, sur tant de points où tous, autorités civiles, autorités universitaires et étudiants, nous pourrions constater que nous sommes d'accord. Il faut prendre l'habitude, vous le verrez bien quand vous aurez davantage l'expérience de la vie, de ne pas s'attacher aux mots mais aux choses, de donner de l'importance au fruit et non à l'écorce.

Je le disais à certains d'entre vous, dont l'ardeur est d'ailleurs sympathique et l'intention généreuse : Pourquoi toujours parler de « revendications » ? Voyez-vous bien quel est le sens de *revendiquer* ? Larousse ou Littré vous le diront ; consultez-les. Revendiquer, c'est réclamer une chose ou un droit qui vous appartient ou auquel vous prétendez, et qui est aux mains d'un autre ou qui vous est refusé. C'est, en d'autres termes, réclamer ce qui vous est illégitimement dénié. Or, si vous examinez sereinement ce que veulent, ce que font et ce que projettent encore l'Université et l'autorité cantonale compétente, où donc voyez-vous que quiconque veuille refuser aux étudiants ce à quoi ils peuvent légitimement prétendre pour faire leurs études dans les meilleures conditions possibles ? L'esquisse toute simple et impartiale que je viens de brosser, le fait que nous vous écoutons chaque fois que vous nous le demandez, que nous pensons à vous, allons souvent au-devant de vos vœux, ne démontrent-ils pas qu'aucun « droit » ne vous est contesté — si tant est que vous en ayez d'autres que moraux ? Il serait donc infiniment plus juste et plus sage de parler non de « revendication », mais d'exposition objective, d'action conjointe et de *réalisation* dans la perspective de la compréhension réciproque et de l'intérêt commun.

Que signifie aussi, je vous le demande amicalement, cette revendication de la « démocratisation des études », terme à la fois injuste,

inexact et déplaisant, puisqu'il semble dire que les études universitaires ne seraient ouvertes qu'à une classe ou une « caste » privilégiée, dont en vérité la « fin » proclamée prochaine serait tout à fait heureuse si cette caste n'était que celle des « brillants petits parasites qui tant qu'on les loge et les nourrit, n'ont qu'à se déclarer satisfaits ». L'Université ne tient nullement à être une école de « mandarins », à être isolée de l'ensemble de la population et du mouvement de son temps. Si en fait toutes les Universités ont surtout compté jusqu'ici des étudiants sortant des classes dites « bourgeoises » ou de familles aisées ou exerçant des professions libérales, c'est simplement que ces étudiants leur étaient envoyés par tradition. Cela n'indique pas du tout qu'elles n'en désiraient pas ou qu'elles en refusaient d'autres ! A Genève, cela ne s'est jamais produit. L'entrée est libre, le choix impartial, l'enseignement et les examens sont ouverts à tous et attendent chacun.

Sur le fond, ici encore, notre accord est donc complet, et je ne puis personnellement que souscrire à ce que M. le conseiller d'Etat Chavanne ici présent disait lui-même, en sa qualité de Chef du Département de l'Instruction publique du canton de Genève, en cette même aula, lors de sa conférence du 16 octobre à ce sujet. L'Université *veut* être accessible à toutes les classes de la population, à tous les mérites et à toutes les intelligences, et non seulement aux classes fortunées. Elle veut aider à l'épanouissement des qualités de tout être ayant la capacité et la volonté de faire des études supérieures — et cet épanouissement doit d'ailleurs être cherché et assuré aujourd'hui sur tous les terrains et à l'égard de toute la jeunesse, qu'elle soit intellectuelle ou manuelle. Nous sentons et entendons ici les appels et les besoins de notre époque. Nous avons suivi avec intérêt, plus encore, nous avons applaudi les innovations que représentent les classes d'orientation professionnelle, le collège du soir, et la généralisation des bourses d'études considérées non pas comme une aumône, mais comme une aide normale et plutôt même comme une distinction donnée à l'intelligence et au travail.

Je résumerai ce que je crois pouvoir appeler notre position en répétant que l'Université sera heureuse d'accueillir et invite à se présenter tous les étudiants capables et désireux de travailler sérieusement et avec profit, et que les autres lui sont indésirables et qu'elle n'hésite pas à les décourager et même au besoin à les exclure. Elle l'a montré déjà. Et

les séances d'orientation — qui ne nous ont pas été imposées, mais que l'Université a spontanément organisées avec la participation dévouée de ses doyens et de certains professeurs — au collège et dans toutes les écoles secondaires de Genève, pour conseiller et diriger vers elle tous les étudiants méritants, quels qu'ils soient, disent assez, pour ceux qui l'ignoraient encore, dans quel sens bat son cœur et se dirige son attention. Et que les étudiants sans ressources suffisantes et vraiment travailleurs soient aidés et soutenus financièrement pendant leurs études sans devoir aller travailler à l'extérieur ou s'épuiser à d'obscures besognes mal rétribuées, c'est le simple corollaire du principe que nous reconnaissons — quitte à chercher quelle est la forme la meilleure de cette aide justifiée.

Et j'ose aborder enfin la question la plus délicate, celle qui soulève le plus de passion : Pourquoi vouloir faire à tout prix du *syndicalisme*, « donner des dimensions syndicales » à l'Université et aux problèmes relatifs aux étudiants, ce qui semble aussi créer une opposition systématique — en réalité inexistante — entre les autorités ou les organes universitaires, et les étudiants ? Les premiers ne sont pas plus vos employeurs que vous n'êtes leurs employés salariés, ayant à défendre des intérêts économiques ou des positions estimées justes, face à un « patronat » dont les intérêts sont opposés, et par définition représenté comme égoïste quand ce n'est pas rapace. Quoi de tel à l'Université et dans votre situation d'étudiants ? Vos intérêts et ceux de l'Université convergent. Si faire du syndicalisme étudiant c'est vouloir que chacun participe aux intérêts de l'ensemble, manifeste sa solidarité par son adhésion libre et sa participation active, soutienne l'intérêt général et prenne ses responsabilités ; et si la notion de « syndicalisme » est dans votre esprit attachée à celle du « progrès des structures, des buts et du travail de l'étudiant », comme l'écrit l'*Action étudiante* alors, encore une fois, nous sommes d'accord, et je vous dis même : bravo ! C'est ce que l'Université elle-même demande, depuis longtemps, aux étudiants si souvent trop amorphes, indifférents aux grandes questions qu'ils devraient se poser, aux responsabilités qui sont déjà et surtout à celles qui seront un jour les leurs !

Quelques personnalités très raisonnables et très expérimentées dans les questions sociales et professionnelles, l'ont lucidement, lumineuse-



ment expliqué au Conseil académique lors de l'exposé des étudiants, d'ailleurs fort intéressant, à ce sujet. Ici encore, toutes les ententes sont possibles sans recourir à ces mots ou ces formes qui « font balle », mais qui ne sont adaptés ni aux réalités, ni aux situations à résoudre. Je puis vous le dire en toute simplicité puisque rien ne me tient plus à cœur que de vous aider à les résoudre, et de soutenir, d'aider à réaliser tout ce qui est véritablement bon, raisonnable et avantageux dans l'intérêt général. Vous me permettrez, chers étudiants et étudiantes, d'en exclure la gestion même de l'Université et la nomination des autorités universitaires et des professeurs. Ce n'est pas la tâche des étudiants, et ils en ont suffisamment d'autres qui leur incombent. Nous savons au surplus ce que de telles initiatives démagogiques mais non vraiment démocratiques, ont donné ailleurs — et il est facile de prévoir, si nous les imitons, quel serait le sort instable et malheureux de tout professeur exigeant : Je n'aurais sans doute moi-même pas le plaisir d'être votre Recteur et de vous tenir ce langage de franchise cordiale en ouvrant cette année universitaire.



C'est dans ces sentiments que, conscients les uns et les autres, et du privilège et des responsabilités qu'impliquent vos études universitaires, dans le monde plein de promesses merveilleuses mais aussi de menaces hallucinantes, que nous habitons, je fais appel avec confiance à votre saine jeunesse et à votre dynamisme orienté vers votre bien moral et vers le bien social. Que cette année 1962-1963 soit pour vous, et reste un jour dans votre souvenir, une des belles et fructueuses années de votre vie. Puissiez-vous vous dire que l'Université de Genève vous fut agréable, et que vous y avez bien et utilement forgé votre avenir.





# DISCOURS

prononcés par les Recteurs  
à l'occasion de leur accession au rectorat

---

William E. RAPPARD :

« *L'Université et les temps actuels.* »

26 octobre 1936, Genève, Secrétariat de l'Université.

Victor MARTIN :

« *Penser difficilement.* »

25 octobre 1938, Genève, Secrétariat de l'Université.

Eugène PITTARD :

« *Conseils d'un vieil étudiant à de jeunes étudiants.* »

5 novembre 1940. Manuscrit.

Eugène BUJARD :

« *Quelques réflexions d'un biologiste.* »

20 octobre 1942, Genève, Secrétariat de l'Université.

Antony BABEL :

« *L'Université a-t-elle failli à sa mission ?* »

30 octobre 1944, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.

Paul-E. MARTIN :

« *L'Université militante.* »

21 octobre 1946, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.

Georges TIERCY :

« *L'homme de science devant l'architecture et l'économie de l'univers.* »

21 octobre 1948, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.

Eugène BUJARD :

« *A propos de quelques problèmes de la vie.* »

26 octobre 1950, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.

Antony BABEL :

« *Le levain dans la pâte.* »

30 octobre 1952, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.

Henri de ZIEGLER :

« *L'Université et l'époque.* »

28 octobre 1954, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.

Paul E. WENGER :

« *A propos de quelques aspects de la science.* »

30 octobre 1956, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.

Jaques COURVOISIER :

« *De l'Académie à l'Université.* »

27 octobre 1958, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.

Eric MARTIN :

« *Dignes de vos privilèges et riches de votre diversité.* »

3 novembre 1960, Genève, Librairie de l'Université, Georg & Cie S. A.